

« Un héritage des Annales, la cliométrie à Strasbourg »

Auteurs

Claude DIEBOLT & Michel HAU

Document de Travail n° 2019 – 32

Septembre 2019

Bureau d'Économie
Théorique et Appliquée
BETA

www.beta-umr7522.fr

 @beta_economics

Contact :
jaoulgrammare@beta-cnrs.unistra.fr

Un héritage des *Annales*, la cliométrie à Strasbourg

Claude DIEBOLT & Michel HAU
cdiebolt@unistra.fr hau@unistra.fr

Le 2 septembre 2019

Résumé :

C'est par sa volonté de combiner la rigueur des modèles théoriques et mathématiques avec la prise en compte, de la façon la plus exhaustive possible, de la complexité de toutes les données (qualitatives et quantitatives) que l'Ecole cliométrique strasbourgeoise reste fidèle à l'esprit des *Annales* et prolonge le mouvement initié en 1929 par Marc Bloch et Lucien Febvre.

Mots-clefs :

Cliométrie, Ecole des Annales, Economie, Epistémologie, Histoire, Histoire économique, Histoire de la pensée économique.

Codes JEL :

A12, A22, A23, B20, B41, C18, C81, C82, N01.

Introduction

L'histoire économique est née à la fin du XIX^{ème} siècle, en réaction à un conflit méthodologique majeur (*Methodenstreit*) entre des économistes tenants d'une approche historique, évolutionniste et institutionnaliste et ceux partisans d'une démarche purement théorique dite néo-classique. C'est à l'évidence le triomphe de cette dernière qui conduit l'histoire économique à progressivement s'inventer une nouvelle identité, une relative autonomie en dehors de la science économique, mais aussi, paradoxalement peut-être, en-dehors de l'histoire.

Avant 1914, l'histoire est, encore largement, politique. C'est une histoire évènementielle, à la Ranke, dont l'objectif premier est de reconstituer l'analyse des faits et leur enchainement tels qu'ils se sont réellement passés (*wie es eigentlich gewesen ist*) et ceci sur base d'une investigation de textes au moyen des méthodes de la critique historique et inspirée par les procédures philologiques. Son rôle social est celui de préparer des professeurs de lycée et, au plan de la recherche, de contribuer à la constitution du sentiment national. Bien sûr, cela n'exclut nullement certaines avancées vers l'histoire économique ; pensons simplement aux travaux de l'historien belge Henri Pirenne qui entrouvre, selon l'aveu même de l'Ecole des *Annales*, la porte vers une discipline inscrite dans le récit historique plus global. Cela dit, même si dans certains pays l'histoire économique se développe jusqu'à recevoir une indépendance institutionnelle sous la forme de départements séparés (la *London School of Economics and Political Science* par exemple), dans beaucoup d'autres, son existence sera plus difficile.

En France, l'histoire économique sera d'abord le fait d'économistes tels que Labrousse (1895-1988) ou Simiand (1873-1935), avant que l'Ecole des *Annales* n'aboutisse à dominer les recherches historiques de l'après Seconde Guerre mondiale. Cette *parenthèse enchantée* donnera, dans les années 60 et 70, une place de premier ordre à l'histoire économique dans un grand nombre de pays occidentaux. L'étude des évolutions globales des sociétés sur le long terme, des tendances lourdes, mais aussi des cycles et de la conjoncture, vont dominer. L'ordinateur, la quantification font leur entrée en force, de même que l'ouverture sur des sciences sociales et économiques très déterministes, globalisantes et quantitatives.

Pourtant, cette époque glorieuse ne durera pas. Dès les années 70, l'intérêt pour le quantitatif décroît. C'est vers de nouvelles sciences humaines que l'histoire se tourne. L'anthropologie devient une interlocutrice privilégiée. L'histoire des mentalités et l'histoire culturelle, sans volonté explicite de quantification, prennent des positions de choix. Qui plus est, les approches plus *microscopiques* tendent à remplacer les grands tableaux généraux dont, désormais, on doute de la validité. Micro-histoire, histoire d'entreprises prennent le devant de la scène de l'histoire économique, peut-être en parallèle d'un déclin du marxisme et du renouveau d'un certain libéralisme. Parallèlement, en économie, les approches keynésiennes sont peu à peu disqualifiées. Or, c'est bien ces dernières qui constituaient très souvent le socle théorique des approches macroéconomiques et de l'usage des comptes nationaux en histoire économique quantitative.

Entre une histoire de plus en plus culturelle, qui embrasse le tournant postmoderne et une science économique où même la recherche macroéconomique se construit progressivement sur des fondements essentiellement microéconomiques et des modèles mathématiques d'optimisation, quelle place et surtout quel devenir se manifeste pour l'histoire économique ?

D'ailleurs, comment définir l'histoire économique ? Nous avons cherché une définition récente dans un ouvrage de référence récent lui aussi. Nous avons ainsi opté pour le *New Palgrave Dictionary of Economics* de 2008. Alexander Field¹, un spécialiste de l'histoire macroéconomique des Etats-Unis, nous livre une définition qui risque de faire bondir un historien économiste français :

"economic history is a sub-discipline within economics and, to a lesser degree, within history, whose main focus is the study of economic growth and development over time."

Il précise même :

"studies in economic growth, whether historical or contemporary, develop and analyze quantitative measures of increases in output and output per capita, emphasizing in particular changes in saving rates and rates of technological innovations... Economic development is a larger and more encompassing rubric, also including considerations of the role of cultural changes and changes in formal institutions."

C'est là, bien entendu, la vision d'un économiste.

Quoi qu'il en soit, elle confirme que toute définition est étroitement dépendante de l'implantation institutionnelle de l'histoire économique qui, elle-même, est fonction d'une histoire particulière propre à chaque pays, voire à chaque institution académique dans les pays moins centralisés que la France.

Ces particularités institutionnelles sont tout sauf anodines. Elles vont exercer une influence déterminante sur le mode de formation des historiens économistes ainsi que sur le poids relatif de la discipline. Lorsqu'elle est intégrée dans les Facultés de lettres, l'histoire économique sera réalisée par des chercheurs ayant eu un certain type de formation avec ses avantages comparatifs propres et au sein d'ensembles qui peuvent être sujets à des modes qui lui sont plus ou moins favorables. En clair, les historiens formés dans ces facultés (comme en France) reçoivent une formation économique et statistique très pauvre, voire inexistante, datée et très éloignée de ce que les sciences économiques sont devenues, c'est-à-dire une discipline extrêmement formalisée, où une majeure partie des professeurs-phares en France sont très régulièrement issus de Normale Sup en mathématiques ou des grandes écoles d'ingénieur comme l'X.

Il en résulte une extrême difficulté à comprendre, dans tous les sens du terme - décrypter les équations, mais aussi comprendre, au sens de l'essence même des travaux menés par leurs collègues économistes dans le champ de l'histoire. Si l'on

¹ Field, A. : "Economic History", in : Durlauf *et al.* (édit.), *New Palgrave Dictionary of Economics*, Palgrave Macmillan, Londres, Seconde édition, 2008, p. 694.

ajoute à cela la tendance indéniable, depuis la fin des années 70, à privilégier les apports de la sociologie à la Bourdieu ou ceux de l'anthropologie, la plus grande valorisation de l'histoire culturelle ou des mentalités et des représentations, et la tendance naturelle à user de ses avantages comparatifs –le métier traditionnel de l'historien est d'abord un travail sur documents écrits, sur des textes et plus récemment des images et des témoignages oraux–, on comprend pourquoi l'histoire économique devient (chez les historiens) progressivement une histoire économique et sociale à connotation culturaliste (par exemple, une histoire des intermédiaires et leur rôle dans le transfert de cultures, des migrations, de la domesticité, etc.) ou une histoire d'entreprises sur le mode monographique, ou encore une histoire (biographique) du patronat, des décideurs économiques, et parfois de la politique économique. L'histoire économique s'engouffre alors dans les préoccupations actuelles de la science historique qui valorise davantage l'histoire culturelle, intellectuelle, sociale, etc.

A l'inverse, quand l'histoire économique est le fait d'économistes, ceux-ci sont également influencés par les modes spécifiques de socialisation et la nature de l'éducation qu'ils ont reçue. La formation en économie est, en effet, très calquée sur le modèle des sciences exactes. Non seulement les cours de mathématiques et de statistiques y sont très nombreux, mais les cours d'économie eux-mêmes y ont pris dès le début du cursus un tour extrêmement formalisé (même si cela prête à débat). Parallèlement à cela, le temps qui reste à la formation culturelle ou plus institutionnelle et événementielle en est d'autant réduit. Présents encore en début de cycles, les cours d'histoire économique et d'histoire de la pensée économique ont, à de très rares exceptions près, complètement disparu du cursus de master, et bien entendu aussi de la formation doctorale. Il en résulte une ignorance quasi complète des débats en histoire, et même des grandes lignes de l'évolution économique du monde avant 1945. Le culte de la mathématisation, l'obligation de produire des articles courts et formalisés, l'écho aussi d'une image déformée et assez négative de l'histoire économique ont mené à un désintérêt croissant des étudiants en thèse pour ce champ, sauf de façon très abstraite au travers des théories de la croissance, et dans certains endroits où cette spécialité existe, en économie du développement. Nous faisons donc le constat que les départements d'histoire économique ont peu à peu disparu, la divergence croissante entre le mode de professionnalisation en économie et en histoire ayant rendu peu séduisante une formation hybride qui n'est ni assez mathématique pour les économistes ni assez culturaliste pour les historiens.

I. Les économistes : des platoniciens très "modernes"

L'histoire économique se situe à l'intersection de deux disciplines bien établies dans le paysage académique, l'histoire et l'économie. Ces deux disciplines ont acquis une identité forte, et comme nous l'avons souligné, de plus en plus distante l'une de l'autre depuis les années 70 et le déclin du marxisme et de l'approche des *Annales* (les deux étant sans doute liés). *Ab initio*, les deux disciplines poursuivent des objectifs finalement très différents.

Même contesté par certains économistes qui voient l'économie comme une science proche de la logique ou des mathématiques pures –une discipline non-empirique, plus à la recherche de théorèmes que de lois au sens des sciences naturelles–, il y a une ambition qui date au moins du XVIIIème siècle (avec Boisguillebert puis Quesnay, et reprise clairement par Smith et Ricardo) de faire de l'économie politique une science du même ordre que les sciences de la Nature. Il y aurait matière, dans le domaine des faits économiques et sociaux, pour une Science capable de dériver des lois de fonctionnement de l'économie.

Les économistes néo-classiques ont poursuivi cette entreprise après 1870, avec une ambiguïté réelle quant à savoir si l'économie est une discipline non-empirique comme les mathématiques ou la logique, ou une discipline qui construit des modèles destinés à être confrontés à la vérification empirique. En tout état de cause, cette dimension empirique est, avant 1914, peu présente à quelques exceptions près comme, entre autres Juglar (1862) ou Jevons (1884) dans leurs études du cycle des affaires.

Très platonicienne, la science économique néo-classique tend à se détourner de l'analyse directe des faits –ou croire qu'on peut faire œuvre de science sur base d'une induction, d'une généralisation de faits stylisés mis en évidence par des économistes qui seraient aussi des historiens–, pour privilégier l'analyse mathématique de modèles fondés sur la déduction à partir d'axiomes de rationalité instrumentale, pour reprendre la qualification de Max Weber. Si l'Ecole Classique d'Economie Politique (1776-1870, grosso modo), outre les grandes intuitions de Smith sur l'autorégulation du marché et le modèle des avantages comparatifs démontrant les vertus du libre-échange chez Ricardo, s'est largement consacrée aux questions de ce qui détermine la croissance (l'accumulation du capital motivée par la quête du profit) et si elle va persister (non selon Ricardo à cause des rendements décroissants), les néo-classiques vont dans un premier temps se consacrer à la formalisation de l'intuition première de Smith sur la *Main Invisible*, à savoir préciser mathématiquement les conditions qui assurent l'optimalité du marché et l'allocation efficace des ressources rares entre usages alternatifs. C'est tout le programme de recherche de Walras et Pareto (celui de l'équilibre général), les économistes néo-classiques anglais s'y intéressant aussi (Edgeworth, 1881), mais se centrant sur des approches d'équilibre partiel (Marshall, 1890).

Ces analyses de la concurrence pure et parfaite sont totalement éloignées des préoccupations de l'historien, mais aussi de celles des économistes plus appliqués ou institutionnalistes. À une époque qui vit de profondes transformations liées à la seconde Révolution Industrielle, l'émergence de nouvelles puissances économiques (Allemagne, Japon), l'acuité de la question sociale, la concentration économique de la fin des années 90 du 19ème siècle (concentration et monopolisation), beaucoup sont insatisfaits de l'évolution de la science économique. Les approches marxistes existent, mais elles ne sont pas ou peu représentées dans le monde académique.

Marx (1867) s'inscrit dans la lignée de l'économie classique, mais souligne à la fois la dynamique d'innovation induite par la compétition dans le capitalisme, poussant en avant les forces productives et la destruction inévitable de cette

concurrence de par la concentration du capital, sans parler de la polarisation croissante entre des masses de travailleurs exploités et une minorité de capitalistes qui sont de moins en moins entrepreneurs et de plus en plus administrateurs de grands conglomérats. Les crises périodiques de surproduction et la baisse tendancielle du taux de profit, en partie liée à la mécanisation croissante de l'économie, ne pourront mener qu'à la fin du régime capitaliste et son remplacement par une gestion socialisée de la production qui partagera de façon plus équitable et efficace les fruits du développement technologique. Marx, qui décrit une longue succession de modes de production caractérisés chacun par des institutions spécifiques, peut aussi être rattaché dans un sens à l'Ecole Historique Allemande par cette pensée évolutionniste, en stades.

Certains économistes comme Weber (et plus tard Pareto lui-même) contribueront à fonder une nouvelle discipline : la sociologie. Les mêmes (pour Weber), et d'autres héritiers de l'Ecole Historique Allemande fonderont ce qui sera l'histoire économique à la fin du XIXème siècle (aux Etats-Unis et en Allemagne). La première chaire d'histoire économique est attribuée à Ashley en 1892 à l'Université d'Harvard. A partir de ce moment, histoire économique et science économique vont devenir des disciplines différentes (même si la classification du *Journal of Economic Literature* retient toujours l'histoire économique comme branche des sciences économiques).

Les économistes commencent à s'intéresser à la mesure, à l'étude des cycles, à la conjoncture des grands secteurs de l'économie (pensons simplement au projet du NBER et de Mitchell par exemple) dès les années 20. La Grande Crise verra la naissance de la macroéconomie comme discipline désormais bien distincte de la microéconomie. La crise aurait mis en évidence (Keynes, 1936) que la tendance spontanée de l'économie à s'équilibrer peut tout simplement ne pas exister et qu'une intervention contre-cyclique de l'Etat peut s'avérer nécessaire pour relancer la machine économique. Lié à ce double souci de comprendre les mécanismes macroéconomiques et en faciliter la gestion (Tinbergen, 1939) et pour certains de mieux cerner et prévoir les mouvements des actifs (Cowles, 1933), cette période voit la naissance de l'économétrie. Tout est ainsi en place pour voir émerger, après la Seconde Guerre Mondiale, qui a aussi favorisé le développement d'une série d'outils de mathématique économique comme la recherche opérationnelle et la théorie des jeux (pensons uniquement à Von Neumann et Morgenstern, 1944), un consensus keynésien qui en recourant à une version modélisée de la vision keynésienne (synthèse néo-classique Hicks-Hansen) et aux grands modèles macro-économétriques espère arriver à un réglage fin de la conjoncture et à une croissance continue.

Le formidable développement économique de l'après-guerre (jusque 1970) tend à confirmer cette croyance, qui voit l'économie gratifiée en 1969 d'un Prix de la Banque de Suède remis en parallèle des autres Nobel. C'est aussi la période de constitution (dans les années 50) de la comptabilité nationale, instrument-clé de la politique économique et de la comparabilité internationale des performances économiques. Très cohérente, cette approche de la mesure du revenu national et du produit intérieur (selon les trois optiques des dépenses, de la production et des

revenus) aura un écho majeur sur les travaux de l'histoire quantitative, notamment en France sous l'impulsion de Perroux, Marczewski et Toutain, ou encore Lévy-Leboyer.

Parallèlement à ces travaux de macroéconomie, on voit aussi le développement exponentiel de la microéconomie, de la théorie de l'équilibre général et, dans les années 50 et 60, des travaux importants en théorie de la croissance et du développement. Parmi ces derniers, on peut citer les travaux de Solow (1956, 1957) sur l'explication de la croissance par un taux exogène de progrès technologique (et une méthode de comptabilité de croissance pour mesurer l'apport transitoire de l'accumulation des facteurs sur celle-ci), les travaux de Kuznets (1966) sur les grands secteurs de l'économie comme sources de croissance (secteurs moteurs) et ceux de Rostow (1960) sur les étapes de la croissance économique.

C'est à l'intersection de ces divers courants (approches macroéconomiques de mesures du revenu national, usage de modèles d'équilibre général calculables pour mesurer les effets de divers scénarii d'histoire économique, les fameux modèles contrefactuels, et approches de croissance et de développement), que naîtra, au cœur de la discipline économique et recourant quasi exclusivement à son langage et ses outils, une nouvelle histoire économique : la cliométrie.

La crise pétrolière et les autres chocs sur l'économie au début des années 70 (fin du système de Bretton Woods, flottement généralisé des devises, concurrence accrue des pays émergents, d'abord le Japon, bientôt les quatre dragons, désindustrialisation en Europe occidentale dans les secteurs traditionnels au profit de certains PVD, etc.) vont conduire à un réexamen de la pertinence des approches keynésiennes et, plus globalement, des approches macroéconomiques et macro-économétriques (nous pensons ici à la critique de Lucas, 1976). Friedman reste encore un macro-économiste du même style que les keynésiens, même si son message est diamétralement opposé (politiques de contrôle de la masse monétaire pour contrôler l'inflation), et reste intéressé par l'histoire (monétaire, cf. Friedman et Schwarz, 1963, 1982). Les *nouveaux macroéconomistes classiques* qui vont lui succéder vont contribuer au développement d'une macroéconomie micro-fondée, avec des acteurs parfaitement rationnels (hypothèse d'anticipations rationnelles) et la construction de modèles d'équilibre permanent sur tous les marchés (seuls des chocs extérieurs non anticipés comme des chocs technologiques expliquent les fluctuations cycliques, cf. ici les modèles des cycles réels). Les nouveaux économistes de l'offre se concentrent sur la nécessité de la création d'un cadre macroéconomique stable (sans inflation, avec des comptes publics équilibrés, dans un environnement prévisible pour favoriser les décisions économiques et l'investissement), la baisse de la taxation, l'ouverture des économies au reste du monde pour faciliter un ajustement structurel selon leurs avantages comparatifs, l'ouverture des marchés des capitaux et le développement de la Bourse comme lieu d'évaluation permanente de la profitabilité future des firmes, etc. Le rôle de l'Etat est vu comme plus structurel : outre le gardien de la libre concurrence, il peut se consacrer à des politiques de long terme (investissements publics, infrastructures, recherche, éducation, etc.). On voit ainsi, dans les années 80, la réémergence des théories de la croissance qui cette fois-ci cherchent à endogénéiser une série de décisions comme les

choix d'investissement en R&D ou en éducation pour rendre compte du maintien à long terme d'une croissance soutenue (Lucas, 1988, Romer, 1986, 1990).

Les années 90 verront le grand développement des approches d'organisation industrielle en lien étroit avec la théorie des jeux. Ces recherches irrigueront la théorie du commerce international (Helpman et Krugman, 1987, Krugman, 1994) et une série d'autres domaines (Tirole, 1988), souvent avec un fort accent théorique et peu appliqué (théorie des contrats, théorie de l'information, etc.). On peut aussi percevoir la montée d'une dimension normative forte et le désir d'une science normative des institutions ; toutes caractéristiques rapprochant l'économie de certaines utopies ou d'un constructivisme rationaliste, voire de la philosophie politique (Kolm, 1986). Tous ces champs de recherche sont fortement mathématisés et la part des approches d'économétrie appliquée est longtemps secondaire ; elles reviendront en force dans la seconde moitié des années 1990 et dans les années 2000 dans le champ du test des théories de la croissance et l'analyse de vastes bases de données en micro-économétrie du marché du travail par exemple.

Même si au sein des approches néo-classiques, absolument dominantes depuis le début des années 90, la diversité et les débats sont une réalité, il existe un consensus fort entre économistes sur une conception très *sciences dures* de leurs recherches. Les mathématiques sont devenues le langage unique accepté par quasi tous les économistes, qui dialoguent entre eux via la construction de modèles mathématiques, pas nécessairement toujours testés empiriquement, mais quand ils le sont, l'économiste tend à considérer le chiffre comme seul *réel* acceptable (pas d'analyses d'évolutions historiques ou d'institutions concrètes, pas de contextualisation, les analyses économétriques pouvant se mener sur des groupes très hétérogènes de pays. On pourrait parler ici d'un biais pythagoricien).

À l'exception de quelques courants (North, 1990 par exemple, ou encore Rodrik, 2008, qui réhabilite les études de cas en économie et donc souligne l'importance du contexte), l'économiste fait sienne l'expression *il n'y a de science que du général*, laissant de côté valeurs, culture, contexte historique (ou alors il l'intègre comme simple variable quantifiée sans remettre en compte la structure fondamentale de ses modèles). Il croit aussi en l'existence d'une vérité objective, atteignable par une démarche déductive et mathématisée, accompagnée ou non de tests empiriques quantifiés. L'économiste est donc à la fois platonicien et pythagoricien, et en quête de lois ou de théorèmes à valeur universelle, sans aucun intérêt pour la contextualisation. Cette posture définitivement *moderne* au sens philosophique du terme semble aux antipodes de la culture historique dominante de nos jours.

II. Les historiens : de la modernité à la postmodernité ?

Les historiens ne visent pas à établir une discipline nomothétique. Depuis très longtemps, leur souci est d'abord de reconstituer avec précision une séquence de faits et d'évènements le plus précisément possible par une critique minutieuse des sources et éventuellement (mais tous les historiens ne sont pas d'accord là-dessus) de les interpréter (leur donner sens dans un contexte plus global), voire de déterminer leurs causes et leurs conséquences. Mais là les historiens sont en général extrêmement

prudents. Une des causes de leur opposition à la cliométrie est justement leur méfiance par rapport à ce concept de cause, en tous cas déterministe.

Floud² dans son article sur la cliométrie, dans la première édition du *New Palgrave Dictionary of Economics*, notait :

"more fundamentally, many historians rejected the concepts of causation which they judged to be implied in the closed and deterministic models of the economists; they argued, instead, that historical statements of causation were much weaker, multi-factorial and unsuitable to be tested by the economist's method of removing one possible cause and assessing the outcome, ceteris paribus" (McClelland, 1975).

On perçoit immédiatement que l'historien a le souci de la spécificité, de la contextualité, de la réalité des faits. Nous sommes en tous cas très loin de l'abstraction et du désir de généralisation de l'économiste. On pourrait noter entre l'économiste et l'historien la même opposition qu'avec le philosophe (avec lequel l'historien ne se sent pas non plus nécessairement beaucoup d'affinités). L'historien a le souci de la contextualité ; il fait sienne l'idée que le passé est unique. Il souhaite comprendre (au sens de *Verstehen* pour reprendre Dilthey (1883), et certainement pas dans celui de *Erklären*) les acteurs du temps passé dans leurs valeurs, leurs représentations, leur culture, sans commettre d'anachronisme. Pour lui, appliquer les catégories de l'économie néo-classique par exemple à l'économie antique relève de l'hérésie la plus pure, aussi parce que la discipline économique présuppose des comportements et des intentions qui ne pourraient pas être ceux de l'homme de l'antiquité (qui vit dans un univers dominé par les notions de statut, de primat du politique sur l'économique, et où les relations marchandes seraient marginales et où l'*homo oeconomicus* n'est pas encore présent). C'est la fameuse thèse de Finley (1973, cf. plus particulièrement l'édition de 1999) du primitivisme contre le modernisme.

Certes, la prééminence de l'histoire positiviste, événementielle, politique a peu à peu cédé le pas à partir des années 30 et surtout après la Seconde Guerre mondiale à l'Ecole des *Annales*³ avec Bloch (fusillé en 1944) et Febvre (mort en 1956). Cette *Nouvelle Histoire*, influencée par le courant de l'Ecole Historique Allemande et *sotto voce* par un certain marxisme (Bois, 1978) se veut certes une histoire totale de l'évolution des sociétés humaines (l'idée de l'histoire comme *synthèse* entre les diverses sciences sociales émerge peu à peu, une histoire vue comme fédératrice des sciences de l'homme), mais d'abord une histoire de la longue durée et des grandes structures économiques et sociales (Le Goff *et al.*, 1978). Elle a la formidable ambition de comprendre globalement, dans toutes ses dimensions, l'évolution globale des sociétés humaines. Elle est aussi une histoire des phénomènes de masse. Avec cette histoire-là, l'étude précise de l'évolution des prix, des chiffres de population, de la production de biens matériels ainsi que de grands corpus d'archives (requérant un

² Floud, R. : "Cliometrics", in : Eatwell J. *et al.* (édit.), *The New Palgrave. A Dictionary of Economics*, Macmillan, London, 1987, p. 452.

³ "L'acte de naissance officiel de la nouvelle histoire intervient en 1929 avec la création à Strasbourg, par Marc Bloch et Lucien Febvre, des *Annales d'Histoire Economique et Sociale*, qui vont donner leur nom à une école d'où sortira l'histoire nouvelle." (Coutau-Begarie, 1983, p. 7).

traitement plus quantitatif par nature) devient centrale. L'étude des cycles et de la conjoncture (en écho avec ce qui se développe dans les sciences économiques pendant les années 30, avec les travaux du NBER aux Etats-Unis, mais aussi Kondratieff en URSS) implique un nécessaire recul historique. Ce sont d'ailleurs des économistes arrivés en histoire qui vont développer ces recherches avec, une fois encore, Labrousse (1933) et Simiand (1932). La compréhension de ces grandes tendances économiques est considérée comme centrale pour la compréhension des événements historiques (par exemple la Révolution française). Comme chez les marxistes, en dernière instance ce sont les éléments économiques qui ont un poids déterminant (sans tomber cependant dans le déterminisme). Ce sera la grande époque de l'histoire économique (surtout après 1945). Les travaux de Braudel (1902-1985), de Chaunu (1923-2009), de Le Roy-Ladurie (né en 1929), etc. illustrent cette tendance.

En parallèle du mouvement en sciences économiques, les historiens économistes développent des mesures quantitatives de l'évolution des richesses dans le passé concomitamment avec les recherches en comptabilité nationale. Pendant toute une période (grosso modo de 1945 au début des années 70) on assiste en France à une convergence de l'histoire (fortement marquée par l'histoire démographique, économique et sociale) et de l'économie (elle-même fortement marquée par le marxisme, diverses hétérodoxies françaises comme les approches centre-périphérie de Perroux, attachant une grande importance à l'étude de l'histoire économique). Mais, à partir du milieu des années 70, l'histoire économique quantitative perd peu à peu de son aura. Il est évident que le travail sur la longue durée, via des outils de plus en plus quantitatifs et sophistiqués (au début des années 1970, Le Roy-Ladurie nous dit que l'historien sera programmateur ou ne sera pas), en relation étroite avec des sciences économiques et sociales à l'époque fort axées sur la modélisation mathématique entraînent peu à peu en contradiction avec l'ethos et la formation initiale de l'historien français. Le climat idéologique global, moins axé sur le marxisme, plus centré sur le rôle des individus et ses représentations, ont peu à peu tari les vocations pour des sujets apparemment arides et à la rentabilité maigre.

C'est depuis cette époque que l'histoire culturelle, des représentations et des mentalités a tendance à reprendre le devant de la scène. Par ailleurs, dès les années 80, on voit le retour plus affirmé de l'histoire politique et des relations internationales. La sociologie critique à la Bourdieu, les apports de Foucault, l'anthropologie et l'influence américaine des *cultural studies*, des *gender studies*, vont de plus en plus imprégner les travaux des historiens qui se placent explicitement du point de vue des dominés, des marginaux, de la masse des acteurs, dans leur expérience vécue, et non plus du point de vue surplombant des états ou des puissants, point de vue qui serait selon ses critiques aussi celui de l'économiste. On voit ainsi reflourir les biographies, les travaux concernant les individus aux marges (Geremek, 1976). Il y a donc plus une lente transformation de l'approche des *Annales* qu'une brusque rupture, mais la divergence croissante avec l'économie est incontestable.

Fin des années 70, Jacques Le Goff (1978) note que c'est maintenant l'anthropologie avec laquelle l'histoire a le plus en commun. On verra le retour aux approches plus compréhensives, plus de l'ordre du *Verstehen* que de l'*Erklären*. À

partir de ce moment-là, l'histoire s'écarte de plus en plus de l'économie. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si dans certains pays les cours d'histoire économique ont été renommés *histoire économique et sociale*.⁴ Qui plus est, les grandes synthèses ou travaux historiques de la période des *Annales*, ceux de Braudel (1949, édition de 1966) par exemple, n'étaient pas explicitement modélisés. L'économique, le quantitatif servait essentiellement de cadre sur base duquel tenter un récit global, une compréhension de l'évolution par exemple du capitalisme était possible. On trouve là un écho du projet de recherche de Weber qui s'interroge sur la naissance de la modernité occidentale ainsi qu'un prolongement de ce type de travail avec Wallerstein (1992) et son concept d'économie-monde et les tenants de l'histoire globale (Norel, 2009).

On sent donc chez l'historien le retour du refoulé (le particulier, le qualitatif, le culturel et bientôt l'évènementiel). Mais, même durant l'ère de la domination de l'histoire économique française avec les *Annales*, on doit noter que l'objectif de l'historien est toujours resté la compréhension du passé dans la longue durée, tel qu'il s'est vraiment passé, plutôt qu'une réelle modélisation abstraite comme peuvent le faire les économistes. Le quantitatif est accepté, voire revendiqué et utilisé, mais c'est pour rendre compte d'une réalité néanmoins contextualisée : le niveau de vie du paysan français sous Louis XIV par exemple. Quelque part, le *Verstehen* prime l'*Erklären*, le quantitatif est là comme illustration ou support de l'argument. Mais l'analyse elle-même reste rédigée dans le langage naturel et non pas dans le langage formalisé des mathématiques. L'économie, la statistique, la démographie sont des disciplines auxiliaires de l'historien. Son objectif ultime reste la rédaction d'un ouvrage qui est un récit. Bref, même l'Ecole des *Annales*, qui peut apparaître trop économiste à l'historien d'aujourd'hui, reste une approche inductive, relativement descriptive et sûrement interprétative. Même chez les historiens des *Annales* et les partisans d'une histoire sérielle, on constate un refus de théorisations a-historiques. Cela explique sans doute le rejet français de l'approche cliométrique dans les années 70, mais l'acceptation parallèle d'une histoire sérielle, à condition que les chiffres aient été retrouvés dans des recueils d'archives et pas interpolés ou extrapolés par diverses méthodes statistiques, et actuellement des méthodes quantitatives de la sociologie (les analyses de données, la théorie des graphes, quelques régressions et études de causalité) (Lemerrier et Zalc, 2008).

Il s'agit en fait de méthodes qui permettent d'ordonner ou synthétiser un corpus d'archives, laissant ensuite l'opportunité à l'historien de rédiger son interprétation au travers d'une argumentation *littéraire*. Le rejet de l'histoire quantitative macroéconomique à la française (Asselain, 2007) nous semble ainsi résulter d'une incompréhension ou d'un excès de fidélité aux sources. La comptabilité nationale n'est après tout qu'un cadre qui n'a pas derrière lui les mêmes hypothèses

⁴ Mais c'était bien le nom de la revue *Annales* dès son point de départ. On notera au passage les variations de nom de cette revue-clé : *Annales d'histoire économique et sociale* de 1929 à 1938, *Annales d'histoire sociale* de 1939 à 1941 et en 1945 (entre 1942 et 1944 on la nomme *Mélanges d'histoire sociale*), *Annales. Economie, Sociétés, Civilisations* entre 1946 et 1993, et finalement : *Annales, Histoire, Sciences Sociales* depuis 1994.

comportementales *excessives* de l'économie néo-classique. On reste dans le descriptif et ces approches laissent à l'historien le même espace pour mener sa réflexion interprétative, mais mieux informé du contexte global de l'économie. Bref, cette histoire quantitative-là (qui va pourtant un pas plus loin que l'histoire sérielle acceptée par le courant principal de la Nouvelle Histoire), macroéconomique, irriguée par la rigueur de la comptabilité nationale, reste une approche auxiliaire pour l'historien. Il s'agit de comprendre le contexte global, peu éloigné donc des démarches d'histoire économique traditionnelles qui elles aussi font référence à des périodes de prospérité ou de déclin.

Finalement, tout est question de légitimité. Les uns se retranchent derrière *le chiffre tel qu'il figure dans les registres d'archive*, tandis que les autres acceptent des méthodes d'interpolation ou d'extrapolation, mais on reste quelque part dans le descriptif (quantitatif) et on demeure loin du théorique (général) que les économistes apprécient. On notera que du côté des économistes aussi, le descriptif quantifié a survécu un temps à la défaite de l'Ecole Historique Allemande. Même Kondratieff (1926) et ses cycles de longue durée (dans la continuité du hollandais Van Gelderen, 1913), Labrousse (1933) ou Simiand (1932), cherchent en effet à identifier des tendances, des cycles, des chocs dans l'histoire économique *réellement existants*.

Les historiens peu habitués aux approches strictes d'économie néo-classique contemporaine n'ont pas idée semble-t-il du degré d'abstraction (et d'éloignement *a priori* des faits stylisés) de la théorie économique contemporaine des cycles ou de la croissance. Toutefois, on peut aisément imaginer qu'un historien traditionnel finisse par accepter comme discipline auxiliaire de l'histoire, l'économétrie des séries temporelles (Grenier, 1995) au seuil d'une analyse historique qui se veut globale, interprétative et *in fine* littéraire. Dans cette philosophie, les approches de l'historien traditionnel et les techniques quantitatives descriptives sont clairement complémentaires. Simplement, cette histoire économique-là, dans la lignée des *Annales*, quelque peu modernisée par de nouveaux outils, ne rompt pas avec la pratique des historiens. Elle est simplement moins dominante en histoire aujourd'hui (en comparaison des histoires culturelles, des mentalités, des minorités, etc.). On est toutefois relativement loin de la cliométrie *stricto sensu*.

III. La création d'un institut d'histoire économique et sociale à Strasbourg en 1970

En 1936, Marc Bloch quitta Strasbourg pour Paris, où il succéda à Henri Hauser comme professeur d'histoire économique. Deux années plus tard, pour prolonger ce qu'il avait entrepris en créant la revue *Les Annales*, il fonda au sein de la Sorbonne l'Institut d'Histoire économique et sociale. Dirigé de 1944 à 1967 par Ernest Labrousse, cet institut allait former une pléiade d'historiens économistes, parmi lesquels Jean Bouvier, Pierre Vilar, Emmanuel Le Roy Ladurie, Maurice Lévy-Leboyer, Adeline Daumard. Doyen de la Faculté des Lettres de Strasbourg depuis 1963, Georges Livet, voulut que l'esprit de l'école des Annales se perpétuât dans l'Université qui l'avait vu naître. Avec l'appui de Fernand L'Huillier, professeur d'histoire contemporaine, il

obtint que Strasbourg disposât à son tour d'un institut d'histoire économique et sociale. Ce projet aboutit en 1970 avec la création d'une chaire d'histoire économique et sociale et l'octroi d'une ligne de crédit pour des achats documentaires. Odette Voilliard, maître-assistante, préparait sous la direction de Fernand L'Huillier une thèse sur la bourgeoisie de Nancy au XIXe siècle, qui se plaçait tout à fait dans la perspective de l'École des *Annales*, mais cette thèse ne fut soutenue qu'en 1976⁵. Christian Gras, maître-assistant également venait, quant à lui, de soutenir, sous la direction de Jacques Droz, une thèse sur un militant révolutionnaire⁶. C'est lui qui prit la direction du nouvel institut. En fait, ses recherches l'orientaient davantage vers l'histoire politique⁷. Michel Hau, qui entreprenait une thèse de troisième cycle en histoire quantitative sous la direction de Maurice Lévy-Leboyer, fut recruté cette même année comme assistant pour collaborer avec lui. Il allait plus tard assumer la direction de l'institut, de 1988 à 2011⁸.

1. Les indices de production à l'échelle régionale

L'engouement des années 1960 pour la « nouvelle histoire économique »⁹ et le regain d'intérêt pour les régions avaient alors conduit Maurice Lévy-Leboyer, directeur de thèse de Michel Hau, à se tourner vers l'histoire quantitative régionale. La région, plus homogène que la nation dans ses diverses caractéristiques physiques et humaines, apparaissait comme l'unité territoriale la mieux adaptée pour étudier la dynamique des territoires¹⁰. La France se prêtait particulièrement bien à ce type de recherche : l'abondance des statistiques collectées par ses administrations et la stabilité de son découpage territorial rendaient possible le calcul, pour chaque département ou ensemble de départements, de comptes rétrospectifs sous forme d'agrégats, de la fin du Premier Empire jusqu'à nos jours¹¹. Maurice Lévy-Leboyer

⁵ Odette Voilliard, *Recherches sur une bourgeoisie urbaine : Nancy au XIXe siècle (1815-1871)*, Thèse, Strasbourg II, 1976. Odette Voilliard, *Nancy au XIXe siècle 1815-1871 : une bourgeoisie urbaine*, Paris, Ophrys, 1978.

⁶ Christian Gras, *Alfred Rosmer (1877-1964) et le mouvement révolutionnaire international*, thèse, Paris IV, 1970.

⁷ Les principaux ouvrages publiés par Christian Gras sont : *Alfred Rosmer et le mouvement révolutionnaire international*, Paris, Maspéro, 1971 ; *Le mouvement régionaliste français et l'histoire sociale*, Paris, Éditions ouvrières, 1975 ; *Les États marxistes-léninistes de 1917 à nos jours*, Paris, PUF, 1978, réédit. 2016.

⁸ L'Institut d'Histoire économique et sociale de Strasbourg est dirigé actuellement par Séverine Marin, maître de conférences d'histoire contemporaine et d'histoire économique et sociale.

⁹ Cf. Jean Heffer, *La nouvelle histoire économique*, Gallimard, Paris, 1977.

¹⁰ Bowden Witt, et al., *An Economic History of Europe since 1850*, New York, AMS Press, 1937. Frederic Lane, "Units of Economic Growth Historically Considered", *Kyklos* 15, 1962. Sidney Pollard (éd.), *Region und Industrialisierung*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1980, p. 12. Jean Labasse, *Quelles régions pour l'Europe ?*, Flammarion, Evreux, 1994, p. 27. Eurostat, *Régions. Nomenclature des unités territoriales statistiques. NUTS. Mars 1995*, Luxembourg, 1995. Hubert Kiesewetter : *Region und Industrie in Europa 1815-1995*, Franz Steiner Verlag, Stuttgart 2001, p. 13-25.

¹¹ Michel Hau, « L'étude de la croissance régionale de 1810 à nos jours: données et lacunes », INSEE, *Pour une histoire de la statistique*, Paris, INSEE, 1977. Michel Hau, « L'Histoire économique régionale », in Dominique Barjot (dir.), *Où va l'histoire économique ?*, *Historiens & Géographes* n° 378, juin 2002, p. 145-153.

coordonna la réalisation d'indices annuels de la production agricole de divers territoires français représentatifs (Alsace, Beauce, Champagne, Languedoc, Maine, Vaucluse)¹² ainsi que la création d'indices du produit physique régional pour deux régions, la Champagne et l'Alsace¹³. Maurice Lévy-Leboyer fut secondé dans cette entreprise par Marc Auffret, à l'Université du Maine, et par Michel Hau à l'Institut d'Histoire économique et sociale de Strasbourg. Les résultats de ces travaux ont été résumés dans des ouvrages postérieurs¹⁴.

Ce type de recherche pose plusieurs problèmes. Constituer des séries continues implique de consulter des documents éparpillés dans de multiples archives et publications. Il faut faire face à interruptions de séries et à des changements de nomenclature. Une fois constituée, la masse de données à exploiter est considérable : plus de 18 000 chiffres de production pour l'indice du produit physique de la Champagne sur la période 1810-1969, plus de 7 000 pour celui de l'Alsace sur la période 1803-1939. Les fréquentes ruptures de séries rendent difficile un traitement informatique global de ces données, car il faut réaliser, au coup par coup, de nombreux ajustements de détail. Emmanuel Le Roy Ladurie a fait numériser une partie de la Statistique Générale de la France de 1801 à 1897 sans pouvoir vraiment l'exploiter. Sa phrase célèbre, « l'historien sera programmeur ou ne sera pas », s'est avérée plus difficile à appliquer que prévu. Enfin, il faut passer de la mesure à la quantification, c'est-à-dire du relevé de diverses quantités physiques à des évaluations d'entités synthétiques comme la création de richesse ou le niveau de vie. L'adoption d'un mode de calcul repose alors sur des interprétations qu'il faut justifier. Dans ce cas précis des études de croissance régionale, c'est la méthode de la chaîne d'indices de Laspeyres qui a été choisie pour agréger les divers indices de production en un indice annuel du produit physique (agrégeant lui-même un indice annuel de la production agricole finale et un indice annuel de la production industrielle). La méthode mise au point à l'Institut d'Histoire économique et Sociale de Strasbourg pourrait être appliquée à la vingtaine d'autres régions françaises. Est-il besoin de préciser que, pour rendre les comparaisons possibles, il faut que la méthode de calcul soit rigoureusement la même pour tous les territoires ?

¹² Marc Auffret, Michel Hau et Maurice Lévy-Leboyer, "Les inégalités régionales de croissance dans l'agriculture française, 1823-1939, essai d'analyse économétrique", in *Seventh Economic History Congress*, Lewis Reprints, 1978, et "Regional Growth Inequalities in French Agriculture, 1823-1975", in P. Bairoch et M. Lévy-Leboyer, *Economic Disparities since the industrial Revolution*, New-York, St Martin's Press, 1981. Maurice Lévy-Leboyer, "Les inégalités interrégionales de revenu dans l'agriculture: leur évolution au XIXe siècle", *Économie rurale*, n° 152, 1982, p. 26-33. Michel Hau, « La résistance des régions d'agriculture intensive aux crises de la fin du XIXe siècle: les cas de l'Alsace, du Vaucluse et du Bas-Languedoc », *Economie Rurale*, n° 184-186, 1988, p. 31-41. Emmanuel Chadeau, *L'économie nationale aux XIXe et XXe siècles*, vol. 1, Paris, Presses de l'École Normale Supérieure, 1989.

¹³ Michel Hau, *L'industrialisation de l'Alsace 1803-1939*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 1987; *La croissance économique de la Champagne* (nouvelle édition), Sarrebruck, Éditions Universitaires Européennes, 2015. - Michel Hau, « La comparaison des croissances économiques de deux régions industrielles, la Champagne et l'Alsace (1810-1939) », *Histoire Économie et Société* 1989, pp. 459 à 467.

¹⁴ Outre les publications citées précédemment, voir : Bernard Vogler et Michel Hau, *Histoire économique de l'Alsace*, Strasbourg, Éditions de la Nuée Bleue, 1997, 430 p. Michel Hau et Nicolas Stoskopf, « Histoire économique, industrielle et financière de l'Alsace », *Revue d'Alsace* n° 126, 2000, p. 183 à 194.

Une autre approche de la dynamique des territoires est possible grâce aux chiffres départementaux de la consommation de charbon donnés par la *Statistique de l'Industrie Minérale*¹⁵. L'exploitation de ces données permet de réaliser rapidement une image de l'évolution des disparités économiques régionales. Certes, elle est entachée de biais : le charbon sert aussi au chauffage domestique et les cours d'eau continuent, jusque tard dans le XIXe siècle, à contribuer au bilan énergétique des industries de beaucoup de régions françaises. Néanmoins, l'image des disparités de croissance régionale construite à partir des consommations de charbon s'est avérée, à quelques nuances près, convergente avec les analyses de Michel Quelennec fondées sur les recensements de population¹⁶. Il restait à passer de l'histoire sérielle à la cliométrie, c'est-à-dire dépasser le stade de la description pour parvenir à celui de la modélisation. Il se trouve que la Statistique de l'Industrie Minérale contient également des données sur les prix et les coûts du transport du charbon. Michel Hau ébaucha une étude de la relation entre ces deux variables, dans une France où l'industrialisation ne pouvait pas s'appuyer autant qu'en Grande-Bretagne sur l'accès à cette source d'énergie bon marché. Il dut constater que le prix du charbon n'était qu'un facteur parmi d'autres et que la relation jouait dans les deux sens (une forte industrialisation pouvant se traduire par un élargissement des zones d'approvisionnement et une hausse des prix de l'énergie)¹⁷.

La coopération entre l'Institut d'Histoire d'Alsace et l'Institut d'Histoire économique et sociale aboutit à la réalisation d'une thèse utilisant toutes les données numériques disponibles sur la petite industrie dans le Bas-Rhin au XIXe siècle. Son auteur, Nicolas Stoskopf, mit à jour un processus d'industrialisation émanant du milieu rural lui-même, en l'absence d'un grand patronat du type de celui existant dans le Haut-Rhin voisin. Il montra la parenté des pratiques de la petite industrie avec celles de la polyculture intensive. Ces activités étaient, l'une comme l'autre, économes en capitaux et à l'inverse, intensives en travail¹⁸. Elles étaient toutes les deux dans une

¹⁵ Service des Mines, *Compte rendu des travaux des ingénieurs des Mines, 1834-1846; Statistique de l'industrie minérale, 1847 et suiv.*

¹⁶ Michel Quelennec, *Analyse structurale du développement économique des régions françaises (1864-1970)*, Thèse de droit, Univ. Panthéon-Sorbonne, 1972. Michel Hau, « La nouvelle géographie industrielle », in Maurice Lévy-Leboyer (dir.), *Histoire de la France industrielle*, p. 214 à 229, Paris, Larousse, 1996. Michel Hau, « Mieux penser l'économie ouverte : pour une relance de l'histoire économique régionale », in: Jean-Paul Barrière, Régis Boulat, Alain Chariot, Pierre Lamard et Jean-Michel Minovez (dir.), *Les trames de l'histoire : entreprises, territoires, consommations, institutions. Mélanges en l'honneur de Jean-Claude Daumas*, Besançon, Presses Universitaires de Franche-Comté, 2017, p. 203-214. Michel Hau, « Four Decades of Study on Growth Disparities across Regions in France : Achievements and Prospects », in : Association Française de Cliométrie, *Working Papers*, 09-2017.

¹⁷ Michel Hau, « Coûts du transport du charbon et industrialisation des régions françaises de 1847 à 1911 », in : Association interuniversitaire de l'Est, *Transports et voies de communication*, Dijon, Société des Belles Lettres, 1977 ; « Energiekosten und Industrialisierung der französischen Regionen von der Mitte des XIX. Jahrhunderts bis zum 1. Weltkrieg », in S. Pollard, *Region und Industrialisierung*, Vandenhoeck u. Ruprecht, Göttingen 1980, pp. 239-253.

¹⁸ Nicolas Stoskopf, *La petite industrie dans le Bas-Rhin, 1810-1870*, Strasbourg, Oberlin, 1987. Michel Hau et Nicolas Stoskopf « Labour Intensive Industrialization: The Case of XIXth Century Alsace » in : Gareth Austin & Kaoru Sugihara (eds), *Labour-intensive industrialization in Global History*, London, Routledge, 2013, p. 263-279.

quête incessante de nouveaux débouchés pour assurer la pérennité de firmes à caractère familial. Nicolas Stoskopf glissa d'une étude descriptive à une amorce de modélisation. À l'aide de régressions multiples, il mit à jour l'influence, sur le processus d'industrialisation du Bas-Rhin, de la densité d'occupation des sols et de la prévalence de la foi protestante¹⁹.

Un autre moyen d'observer la dynamique des territoires, à l'échelle européenne, cette fois, consiste à utiliser les données régionales que collecte Eurostat depuis 1973 sur les taux de chômage en Europe par régions. Ces données reposent sur une nomenclature homogène (celle du Bureau International du Travail) et un cadre géographique relativement stable dans le temps (celui des régions NUTS 1 et NUTS 2). C'est donc un instrument de recherche commode à utiliser. L'enquête, menée sur plus de trois décennies par des étudiants de Master²⁰ et une doctorante, Nuria Narvaiza-Mandon, fait apparaître des espaces transfrontaliers présentant des caractéristiques communes, notamment un bloc de régions rhéno-alpestres qui résiste à la désindustrialisation depuis les années 1970 et enregistre de bas taux de chômage²¹.

2. Les diverses approches quantitatives des niveaux de vie populaires

L'exploitation des données des enquêtes agricoles de 1852 et 1862 a permis d'évaluer le revenu de l'agriculteur alsacien au début du Second Empire, tel qu'il peut être calculé à partir des chiffres de production et de population active. Elle a donné un résultat surprenant : ce revenu est, en Alsace, inférieur au niveau atteint dans l'ensemble de la France malgré des recettes à l'hectare doubles de la moyenne française²². Cela s'explique par le fait qu'au cours des XVIIIe et du XIXe siècles, le développement de l'agriculture commerciale a offert en Alsace aux familles pauvres la possibilité de survivre sur des exploitations de plus en plus petites, dans un contexte de forte croissance démographique, mais sans leur permettre pour autant d'améliorer leur niveau de vie.

Une analyse de l'enquête agricole de 1852 pour tous les départements français (Seine exceptée) confrontée à l'enquête de 1853 sur les salaires dans la petite industrie²³ fait surgir une corrélation significative entre les variations

¹⁹ Nicolas Stoskopf, *La petite industrie dans le Bas-Rhin...*, op. cit., p. 200-204.

²⁰ Nathalie Tavernier, *La résistance des régions européennes à la désindustrialisation de 1968 à nos jours. Étude statistique*, mém. Maîtrise, Université Marc Bloch, 1995. Larissa Mnemosyme, *Chômage et phénomène de désindustrialisation en Europe, une analyse régionale, 1979-2004*, mém. Master, Université Marc Bloch, 2007.

²¹ Nuria Narvaiza-Mandon, *L'explosion du chômage en Europe : une analyse nationale et régionale, 1973-2000*, thèse Université Marc Bloch, 2004. Michel Hau et Nuria Narvaiza-Mandon, *Le chômage en Europe : divergences nationales et régionales*, Paris, Economica, 2009. Nuria Narvaiza-Mandon, *Analyse régionale du chômage en Europe occidentale, 1973-2009*, Belfort, Neufchâtel, Presses de l'UTBM / Alphil, 2011.

²² Michel et Nicole Hau, « La croissance du produit agricole alsacien, 1815-1975 », *Revue d'Alsace*, CVII, 1981, pp. 133-152. Michel Hau, « Überbevölkerung und Industrialisierung im 19. Jahrhundert : der elsässische Fall », *Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte*, 88. Band, 2001, pp. 199 à 209.

²³ Cf *Statistique de la France*, 2e série, t 7 et 8, et *Statistique de la France*, 2e série, t 12.

interdépartementales du revenu agricole par agriculteur et celles des salaires urbains moyens²⁴. Elle peut inciter à conclure à une influence de la variable démographique sur le niveau des salaires. Dans sa célèbre critique du programme de Gotha, Karl Marx a sévèrement contesté cette idée. Pour lui, c'est le mode de production capitaliste qui seul crée « l'armée de réserve industrielle », cette masse de chômeurs qui exerce une pression à la baisse sur les salaires.

Contrôlée depuis 1986 par un nouveau secrétaire de la rédaction, Bernard Lepetit, la revue *Annales Économie, Société, Civilisations* a refusé la publication de l'étude de Michel Hau, qui lui paraissait trop proche des thèses des classiques anglais et de celles de Ferdinand Lassalle sur la « loi d'airain des salaires ». Depuis la disparition de Jean Bouvier, la rédaction des *Annales* éprouvait un désamour croissant pour une histoire économique et sociale qui, après avoir semblé confirmer les thèses marxistes à l'époque d'Ernest Labrousse, paraissait s'en éloigner sous l'influence d'une *new economic history* venue des États-Unis. La revue n'allait pas tarder à exclure quelques années plus tard le mot économie de son titre²⁵. Mais l'article de Michel Hau sur la pauvreté rurale et les bas salaires fut accepté par la *Revue Histoire, Économie et Société*.²⁶ Les sources et les méthodes de cette étude y sont exposées de façon détaillée. Le débat peut donc avoir lieu.

Une autre approche quantitative du niveau de vie explorée par l'Institut d'Histoire économique et sociale a consisté à étudier l'état physiopathologique de l'ensemble d'une population. La France est le seul pays au monde à disposer, depuis le début du XIXe siècle, de données sur des échantillons de sa population rigoureusement tirés au sort : les registres de la conscription. Dès la fin des années 1960, Emmanuel Le Roy Ladurie avait saisi la richesse exceptionnelle de cette source. En 1972, il avait publié pour la période 1819-1826 une première cartographie des niveaux de vie en France à partir de la fréquence de plusieurs symptômes de sous-alimentation²⁷. Mais les statistiques qu'il avait utilisées étaient celles qui étaient disponibles aux Archives Nationales. C'étaient des documents récapitulatifs, présentés sous une forme synthétique, avec une perte d'information par rapport aux listes détaillées conservées dans les archives départementales. Par exemple, la myopie, dont la cause est multifactorielle, et la taie sur l'oeil, qui renvoie à une grave avitaminose, y étaient regroupées dans une même rubrique « maladie des yeux » qui ne signifiait pas grand-chose. Les archives départementales, qui contiennent la nomenclature détaillée, ont

²⁴ La corrélation entre l'indice du salaire ouvrier départemental et l'indice de la productivité agricole départementale est significative avec une probabilité de l'hypothèse nulle de 0,4%.

²⁵ En 1994, les *Annales* perdirent leur sous-titre « Économie, Société, Civilisations » qu'elles portaient depuis 1946 pour celui de « Histoire, Sciences sociales ».

²⁶ Michel Hau, « Pauvreté rurale et dynamisme économique: le cas de l'Alsace », *Histoire Économie et Société* 1987, pp. 113 à 138.

²⁷ Nicole Bernageau, Emmanuel Le Roy Ladurie, Yves Pasquet « Le conscrit et l'ordinateur. Perspectives de recherche sur les archives militaires du XIX^e siècle français », *Studi Storici*, 10, 1969, p. 260-308. Jean-Paul Aron, Paul Dumont, Emmanuel Le Roy Ladurie, *Anthropologie du conscrit français d'après les comptes numériques et sommaires du recrutement de l'armée (1819-1826)*, Paris, Mouton, 1972.

un pouvoir de résolution beaucoup plus grand et ce sont celles-ci que tout travail de ce type devra utiliser à l'avenir.

L'Alsace a été la première région où la physiopathologie des conscrits a pu être analysée de manière systématique à partir de ces listes figurant dans les séries R des centres départementaux d'archives. Les études ont été réalisées en retenant tous les symptômes de sous-alimentation ayant abouti à une décision de réforme : le défaut de taille (moins d'1,57 m), le goitre, le crétinisme, le rachitisme, les caries, la taie sur l'oeil, le scorbut, la faiblesse de constitution, l'hydrocèle, les scrofules, les varices et la hernie. Les chiffres sont donnés par communes et par professions. Les premières études, lancées à titre de tests sur différents cantons par des étudiants de Maîtrise²⁸, ont fourni des résultats suffisamment solides pour envisager d'entreprendre des recherches de plus grande envergure. Parmi elles, la thèse de Jean-Michel Selig sur l'arrondissement de Colmar publiée en 1996 demeure la plus grande enquête physiopathologique menée à ce jour. Elle porte sur 53 053 conscrits examinés dans les 141 communes de l'arrondissement de Colmar et durant quatre décennies (1831-1870)²⁹.

Une troisième approche des niveaux de vie a été effectuée par Stéphane Muckensturm dans sa thèse de doctorat soutenue à Strasbourg en 1995³⁰. Elle a consisté à recenser les indigents secourus par les bureaux de bienfaisance de toutes les communes alsaciennes à plusieurs dates clés du XIXe siècle. L'étude aborde un problème fondamental, celui de la pauvreté extrême, celle qui pousse à demander l'assistance d'autrui, que ce soit sous la forme d'une aide organisée par la collectivité ou d'une aide donnée spontanément, de particulier à particulier. Dans le premier cas, on parle d'indigence. Dans le second, on parle de mendicité. Ces phénomènes sociologiques sont relativement bien saisis en France par les statistiques depuis deux siècles. C'est la Constituante qui, la première, a cherché à les mesurer avec précision, dès l'année 1790. D'autres enquêtes ont été réalisées par la suite, et la France offre ainsi la possibilité d'investigations statistiques dans un cadre territorial remarquablement stable depuis deux siècles, celui des départements. Stéphane

²⁸ Rachel Caspar-Prange, *Anthropologie des ruraux du vignoble alsacien (1806-1870)*, mémoire de maîtrise, Strasbourg II, 1983 ; Bruno Meyer, *Anthropologie des ruraux du Nord de l'Alsace au XIXe siècle. Physiopathologie des conscrits des cantons de Sarre-Union et de Drulingen (1805-1868)*, mémoire de maîtrise, Strasbourg II, 1983. Jean-Michel Selig, *Données physiopathologiques des conscrits du canton de Villé, 1805-1868*, mémoire de maîtrise, Strasbourg II, 1985. « Physiopathologie et niveaux de vie. Les conscrits des campagnes alsaciennes au XIXe siècle », *Histoire moderne et contemporaine informatique* n° 9, 1986, p. 5 à 26. Jean-Michel Selig, *Méthode pour une recherche sur la malnutrition dans l'Alsace du XIXe siècle*, mémoire de D.E.A., Strasbourg II, 1987. Jean-Michel Selig, « Misère et malnutrition dans les campagnes alsaciennes du XIXe siècle », *Revue d'Alsace*, n°114, 1988. Yves Wunsch, *La physiopathologie des conscrits strasbourgeois (1816-1869)*, mémoire de maîtrise, Strasbourg II, 2002. Véronique Schultz, « Les crises économiques à l'épreuve de l'histoire anthropométrique : l'exemple de Strasbourg au XIXe siècle », *Histoire Économie et Société*, 28 / 1, mars 2009, p ; 25-33.

²⁹ Jean-Michel Selig, *Malnutrition et développement économique dans l'Alsace du XIXe siècle*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 1996. Michel Hau et Jean-Michel Selig, « Malnutrition in XIXth Century Alsace » *The Journal of European Economic History*, 31, 2003, pp. 61-75.

³⁰ Stéphane Muckensturm, *Indigence, assistance et répression dans le Bas-Rhin (1789-1870)*, thèse, Université Marc Bloch, 1995. Stéphane Muckensturm, *Soulager ou éradiquer l misère ? L'indigence dans le Bas-Rhin au XIXe siècle*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 1999.

Muckensturm a choisi pour cadre géographique de son étude l'un d'entre eux, le département du Bas-Rhin. Au XIXe siècle, l'effort d'investigation des statisticiens français sur l'indigence et la mendicité s'est poursuivi avec les enquêtes de 1840, 1847, 1850, 1856 et 1866. Cela permet à Stéphane Muckensturm de parcourir une période de longue durée qui englobe le mouvement de forte croissance démographique et de paupérisation rurale de la première moitié du XIXe siècle, suivi de l'industrialisation et de l'amorce d'une décade démographique des campagnes à la fin du Second Empire. Stéphane Muckensturm a su sortir du cadre régional et étendre, en utilisant plusieurs enquêtes interdépartementales, son étude aux autres départements français.

Le travail de collecte des données quantitatives laisse le chercheur dans l'incertitude et l'ignorance jusqu'à l'apparition des premiers tableaux statistiques et des premières cartes. Le résultat est parfois une surprise. Ce fut le cas pour cette étude menée par Stéphane Muckensturm : quand la première carte de l'indigence alsacienne fut dressée, elle fit apparaître une image de la pauvreté qui était le négatif des cartes de Jean-Michel Selig ! Étendant, son enquête aux autres départements français, Stéphane Muckensturm eut la confirmation que ce n'étaient pas les régions les plus pauvres en termes de physiopathologie des conscrits qui enregistraient les plus forts pourcentages d'indigents dans leur population. En fait, la constatation n'était pas nouvelle : Tocqueville avait déjà remarqué au XIXe siècle qu'il y avait plus d'indigents en Grande-Bretagne qu'en Russie. De fait, l'assistance aux pauvres ne peut se développer que là où les caisses des bureaux de bienfaisance disposent de ressources financières. Nous touchons ici à l'un des noeuds du problème de la quantification : si les comptages donnent des chiffres relativement fiables, la signification des statistiques obtenues n'est pas toujours aisée à déterminer.

Le recrutement, en 1998, de Nicolas Bourguinat à Strasbourg permit d'apporter une quatrième approche de l'étude des niveaux de vie : les fluctuations des prix des céréales dans la première moitié du XIXe siècle. Celles-ci provoquent de très amples variations du pouvoir d'achat des classes pauvres. Sa thèse sur les violences frumentaires dirigée par Yves Lequin et soutenue à l'Université de Lyon II une année auparavant³¹ étudiait un élément fondamental du niveau de vie populaire dans la France du XIXe siècle : le prix des céréales. Dans la visée qui était celle des fondateurs des *Annales*, elle offrait une vision globale sur la société et l'État français dans la première moitié du XIXe siècle. Élu maître de conférences l'année suivante en 1999 il apporta ses compétences à plusieurs recherches d'histoire économique et sociale³², dont une étude importante qui sera évoquée plus loin. Après avoir entrepris pour son Habilitation à diriger des recherches une étude sociale sur la transition post-

³¹ Nicolas Bourguinat, *Ordre naturel, ordre public et hiérarchie sociale dans la France de la première moitié du XIXe siècle : l'État et les révoltes frumentaires*, thèse Université Lumière, Lyon, 1997. La thèse a été publiée sous le titre *Les grains du désordre. L'État face aux violences frumentaires dans la première moitié du XIXe siècle*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2002.

³² Parmi les travaux dirigés par Nicolas Bourguinat en histoire économique et sociale, il faut citer le mémoire de Master de Sylvain Cothias, *La grande grève des mineurs de 1963 dans le bassin lorrain*, Université de Strasbourg, s.n., 2011.

napoléonienne en Europe sous la direction de Philippe Boutry³³, Nicolas Bourguinat s'orienta vers l'histoire culturelle³⁴.

3. La participation de l'Institut d'Histoire économique et sociale au développement de l'histoire anthropométrique en France

L'utilisation des registres de la conscription connut un rebondissement avec l'utilisation des méthodes de la nouvelle histoire anthropométrique³⁵ mises au point aux États-Unis. Les données françaises sur la conscription contiennent la mesure de la stature de chaque conscrit. Or il est admis aujourd'hui que la stature moyenne des individus est fortement liée au niveau de vie de la population, à tel point que maints auteurs suggèrent de recourir à l'histoire anthropométrique pour évaluer le niveau de vie lorsque les données économétriques font défaut³⁶. Cette possibilité peut être utilisée à condition, toutefois, d'interpréter, à l'aide de connaissances en auxologie, les oscillations de séries annuelles dont chaque terme (la taille moyenne de la classe examinée) synthétise en réalité des événements accumulés au cours des vingt années de vie d'une cohorte de conscrits. Jean-Michel Selig a montré que, décalée de dix ans, la courbe de la proportion de faibles de constitution offre de sérieuses analogies avec la courbe du prix du blé³⁷.

Par un heureux hasard, John Komlos, le spécialiste mondial de l'histoire anthropométrique, avait quitté en 1992 les États-Unis pour venir enseigner à la Ludwig-Maximilians-Universität de Munich, où il resta jusqu'en 2010. La proximité géographique entre l'Alsace et la Bavière permit de créer des liens de coopération étroits. John Komlos vint en avril 1999 à Strasbourg présenter ses travaux et expliquer ses méthodes. Il s'était lancé dans une étude sur l'évolution de la stature des recrues de l'armée française au XVIIIe siècle. Il reçut alors une aide précieuse de Nicolas Bourguinat qui lui communiqua toutes les informations accumulées dans les travaux des historiens français en matière de climat, de démographie et d'économie agricole. Accompagné de Michel Hau et de Nicolas Bourguinat, John Komlos vint présenter en septembre 2001 à Oxford, dans le cadre de la quatrième conférence de l'European Historical Economics Society, sa communication intitulée « Height, nutrition and the biological standards of living in Old Regime France ». Celle-ci fut publiée en 2003

³³ Nicolas Bourguinat, *Pour une histoire sociale de la culture et des nations européennes du premier XIXe siècle : héritages et transitions après la domination napoléonienne*, Université Paris I, s.n., 2009.

³⁴ Il publia notamment « *Et in Arcadia ego...* » *Voyages et séjours de femmes en Italie, 1770-1870*, Montrouge, Éditions du Bourg, 2017.

³⁵ John Komlos, *The Biological Standard of Living in Europe and America, 1700-1900*, Variorum, Aldershot 1984. Stanley L. Engerman "The Standard of Living Debate in International Perspective: Measures and Indicators", dans Richard H. Steckel, Roderick Floud (dir.), *Health and Welfare during Industrialization*, University of Chicago Press, Chicago, 1997, p. 17-46.

³⁶ John Komlos, Jörg Baten, « Looking Backward and Looking Forward, Anthropometric Research and the Development of *Social Science History* », *Social Science History*, 28 / 2, p. 192.

³⁷ Jean-Michel Selig, *Malnutrition et développement économique dans l'Alsace du XIXe siècle*, op.cit., p. 204-205, 398-399, 663-664.

simultanément en anglais dans *l'European Review of Economic History*³⁸ et en français dans la revue *Histoire Économie et Société*³⁹.

John Komlos accueillit à Munich Jean-Michel Selig et Laurent Heyberger pour des échanges scientifiques. En appliquant les méthodes de l'histoire anthropométrique, Laurent Heyberger soutint à Strasbourg un mémoire de diplôme d'études approfondies⁴⁰ puis, en 2004, une thèse de doctorat⁴¹, qui fut la première thèse d'anthropométrie historique soutenue en France⁴².

Pour cette thèse, Laurent Heyberger saisit et traita 298 000 dossiers de conscrits, soit l'échantillon le plus grand jamais exploité dans une enquête de ce type. La période examinée, soit cent soixante années, s'étend de la veille de la Révolution à la seconde guerre mondiale et considère toute la diversité régionale de la France, mettant en lumière les contrastes les plus significatifs (rural / urbain, agriculture avancée / retardée, grande culture / polyculture intensive). Les erreurs statistiques sur lesquelles reposait la théorie raciale de Broca furent brillamment débusquées. Sa thèse et les travaux qui ont suivi, menés à partir de données individuelles ont remis en question des premiers travaux d'histoire anthropométrique sur la France menés par Michel van Meerten et David Weir dans les années 1990, et réalisés à partir de données agglomérées. Elle a conduit à nuancer l'affirmation selon laquelle la France n'aurait pas connu pas de baisse de la stature durant la première industrialisation. Une baisse de la stature a bien eu lieu à Mulhouse jusqu'au milieu du XIXe siècle. Des baisses moins marquées ont été observées dans les campagnes (Alsace, Limousin, Brie durant la Grande Dépression). Laurent Heyberger a noté une étrangeté européenne : la hausse soutenue de la stature en Brie (1820-1850), contemporaine de la révolution agricole dans cette région.

Laurent Heyberger quitta Strasbourg en 2009 pour assumer un poste de maître de conférences à l'Université de Technologie de Belfort-Montbéliard. Il y continua ses travaux sur l'histoire anthropométrique de la France. À partir d'un sondage couvrant à l'échelle individuelle plus de 40% de la classe 1868 (née en 1848), il remit en question

³⁸ John Komlos, « An anthropometric history of early-modern France », *European Review of Economic History*, Cambridge University Press, vol. 7 (02), p. 159-189, 2003.

³⁹ John Komlos, « Histoire anthropométrique de la France de l'Ancien Régime », *Histoire, Économie et Société*, n° 22 / 4, 2003, p. 519-536.

⁴⁰ Ce mémoire fut aussitôt publié. Cf. Laurent Heyberger, *Santé et développement économique en France au XIXe siècle. Essai d'histoire anthropométrique*, Paris, L'Harmattan, 2003.

⁴¹ La soutenance de la thèse de Laurent Heyberger intitulée *L'évolution des niveaux de vie en France de la fin de l'ancien régime à la seconde guerre mondiale. Approche anthropométrique* eut lieu le 27 novembre 2004 à l'Université Marc Bloch. Le jury était composé d'Emmanuel Le Roy Ladurie, Jean-Charles Asselain, Claude Diebolt, Jean-Pierre Dormois, Michel Hau et Jean Heffer. La thèse fut publiée l'année suivante. Cf. Laurent Heyberger, *La révolution des corps. Décroissance et croissance staturale des habitants des villes et des campagnes en France, 1780-1940*, Strasbourg-Belfort, Presses Universitaires de Strasbourg, Pôle éditorial multimédia de l'UTBM, 2005.

⁴² Il faut toutefois mentionner la thèse de troisième cycle de Guy Soudjian, dirigée par Maurice Agulhon, *La population parisienne à la fin du second Empire d'après les archives du recrutement militaire*, soutenue en 1978 à Paris I. Cette étude a été publiée sous le titre *Anthropologie du conscrit français sous le second Empire*, Belfort, Presses de l'UTBM, 2008.

la thèse formulée par David Weir d'une corrélation positive propre à la France entre urbanisation et stature. En fait il s'agissait d'une erreur classique d'*ecological fallacy*. Plus on descend dans l'échelle d'analyse, plus le lien urbanisation/stature devient négatif, comme dans les autres pays en cours d'industrialisation au XIXe siècle. Le malus urbain suit la hiérarchie urbaine : il culmine à Paris, est un peu moins grand dans les grandes métropoles, et nul dans les petites villes. Conformément à ce que Le Roy Ladurie avait observé, l'alphabétisation est la variable qui explique le mieux les disparités de développement humain au XIXe siècle⁴³.

Les travaux de Laurent Heyberger comptent aussi beaucoup par leur apport méthodologique. Ils ont contribué à la mise au point d'un instrument d'observation qui est adapté à l'ensemble des archives françaises de la conscription. Pour étudier la relation entre prix du blé et stature, Laurent Heyberger suggère un ajustement des courbes de prix aux particularités anthropométriques : chaque point établit une moyenne mobile des prix du blé aux âges de croissance 0-3 et 19-20 ans⁴⁴. Ses travaux ont été prolongés par un manuel qui présente aux chercheurs les méthodes et les récentes découvertes de l'histoire anthropométrique⁴⁵. On a pu se réjouir à cette occasion de voir la recherche historique française prendre pied dans un domaine largement investi par les chercheurs étrangers, alors que la France possède dans ses archives départementales des données anthropométriques uniques au monde.

Un autre chercheur strasbourgeois, Karim Djedid, reprit les données collectées par Jean-Michel Selig sur les communes de l'arrondissement de Colmar et les confronta avec celles sur les statures. Il montra que l'anthropométrie et la physiopathologie faisaient surgir des cartographies très semblables et que la corrélation entre la fréquence des maladies de sous-alimentation et la stature était très significativement négative⁴⁶.

La troisième conférence mondiale d'économie et de biologie humaine se tint à Strasbourg du 22 au 24 juin 2006. Emmanuel Le Roy Ladurie fit le discours d'ouverture et John Komlos celui de conclusion. Plus de soixante-dix communications furent présentées. Elles furent publiées en 2007 dans la revue *Economics and Human Biology*.

⁴³ Cf. Laurent Heyberger, "Niveaux de vie biologiques, disponibilités alimentaires et consommations populaires en France au milieu du XIXe siècle", *Annales de démographie historique* 2009, 2, p. 167-191; "Les Parisiens et les banlieusards étaient-ils aussi grands que cela? Stature, nutrition et urbanisation en France au milieu du XIXe siècle", *Annales de démographie historique* 2013, 2, p. 113-140; "Received wisdom versus reality: height, nutrition and urbanization in mid-nineteenth-century France", *Cliometrica* 8, 2014, 1, p. 115-140.

⁴⁴ Laurent Heyberger, *Santé et développement économique en France au XIXe siècle. op. cit.*, p.63-69. La meilleure corrélation est obtenue par la prise en compte du prix du blé de la naissance à 3 ans, et de 19 à 20 ans.

⁴⁵ Laurent Heyberger, *L'histoire anthropométrique*, Berne, Peter Lang, 2011.

⁴⁶ Karim Djedid, *Stature, malnutrition et développement économique dans l'arrondissement de Colmar (1811-1850)*, mémoire de maîtrise, Strasbourg II, 2005. Karim Djedid et Michel Hau, « Stature et malnutrition dans l'Alsace de la première moitié du XIXe siècle », *Histoire, Economie et Société* n° 28, 2009, pp. 35-56.

Les communications concernant la France furent regroupées et publiées dans un numéro spécial d'*Histoire Économie et Société* en 2009⁴⁷

Il reste à souhaiter que les travaux de Laurent Heyberger fassent école en France : L'histoire anthropométrique a profondément renouvelé l'histoire économique et sociale dans les pays anglo-saxons alors qu'elle reste peu pratiquée en France, malgré la richesse exceptionnelle des données conservées dans ses centres départementaux d'archives.

Depuis 2014, Laurent Heyberger a engagé des travaux sur un autre chantier : l'Algérie de l'époque coloniale⁴⁸. Par une analyse croisée des différentes variables (climatiques, agricoles, démographiques, anthropométriques, médicales, mais aussi des données qualitatives) il a remis en question les résultats des recensements de la population indigène antérieurs à 1886 : la population de l'Algérie en 1830 doit être revue en hausse, tandis que la crise démographique de 1867-1868 a été d'une exceptionnelle gravité.

4. Les études sur les croissances nationales

La venue de Jean-Pierre Dormois à Strasbourg en 2003 revitalisa l'orientation vers les études sur agrégats économiques et la croissance. Jean-Pierre Dormois avait été l'assistant de David Landes à Harvard comme *teaching fellow* de 1984 à 1988. De 1991 à 1993, il avait été *supervisor of studies* à Cambridge. Il avait également animé des semestres d'été en 1996 et 1997 à Tübingen et enseigné comme *visiting professor* en 1998-1999 à l'Université d'Iowa. Il avait soutenu, en 1992, une thèse rédigée sous la direction de François Crouzet et portant sur une comparaison des productivités dans les économies française et britannique à la veille de la Première Guerre mondiale⁴⁹ publiée sous le titre puis, l'année suivante, il avait soutenu un PhD sur les mesures de la productivité à l'Institut Universitaire Européen de Florence. Il avait poursuivi ses travaux sur la mesure de la productivité en élargissant son domaine de recherches, et présenté ses résultats dans un mémoire d'Habilitation à diriger des recherches en 2001 à l'Université de Nanterre⁵⁰. Il était l'un des rares historiens quantitativistes de la

⁴⁷ Laurent Heyberger (dir.), *L'Histoire anthropométrique en France, Histoire économie et Société*, n° 28-1, mars 2009.

⁴⁸ Laurent Heyberger, *Les statistiques coloniales en question. Niveaux de vie, croissance démographique et économie des populations indigène et européenne d'Algérie au XIXe siècle. Approche par l'histoire anthropométrique*, Presses Universitaires du Midi, 2019.

⁴⁹ Jean-Pierre Dormois, *Performance et productivité dans les économies française et britannique à la veille de la Première Guerre mondiale*, thèse Université de Paris-Sorbonne, 1992. Jean-Pierre Dormois, *L'économie française face à la concurrence britannique à la veille de 1914*, Paris, L'Harmattan, 1997.

⁵⁰ Jean-Pierre Dormois, *Des machines ou des hommes ? étude des différentiels de productivité entre la France et le Royaume-Uni avant la Première guerre mondiale*, Institut Universitaire européen, 1993. Jean-Pierre Dormois, *Mesurer la productivité au cours de l'industrialisation*. mémoire d'HDR, Université de Nanterre, 2001. Jean-Pierre Dormois, « Protectionnisme et productivité du travail en Europe avant 1914, *Revue de l'OFCE* 2002/3, n° 82, p. 11-47.

génération entrée dans la carrière universitaire dans les années 1980⁵¹. Il avait publié plusieurs ouvrages d'histoire économique⁵².

Durant son séjour à Strasbourg, Jean-Pierre Dormois corrigea l'indice Hoffmann du produit national net de l'Allemagne en retournant aux sources statistiques originales et en se fondant sur une approche inédite consistant à partir, non plus des productions mais des revenus salariaux et de leurs rapports à la valeur ajoutée⁵³. Comparant les rythmes de croissance de la productivité des grands pays d'Europe et les niveaux de protection douanière, il montra dans un ouvrage les effets négatifs de la protection douanière sur la productivité⁵⁴. À l'occasion du 3e congrès d'économie et biologie humaine de Strasbourg, il présenta, en coopération avec Jean-Pierre Bassino, une étude critique des sources de l'histoire anthropométrique⁵⁵. Avec l'historien économiste anglais James Foreman-Peck, il réalisa une étude statistique sur les facteurs d'industrialisation des départements français sous Napoléon III en croisant des indicateurs départementaux d'industrialisation (recensement professionnel, registres des brevets) avec diverses variables (taux d'alphabétisation, coût du combustible, données sur le climat, distance à Paris, etc.). Cette étude aboutit à nuancer la thèse de David Landes selon laquelle l'esprit d'entreprise aurait été défaillant au sud de la ligne Saint-Malo-Genève. Elle mit à jour des influences exercées par le milieu physique et le taux d'alphabétisation. Elle fut présentée en mars 2014 à la conférence annuelle de l'Economic History Society à Warwick⁵⁶. Jean-Pierre Dormois constitua plusieurs bases de données consultables en ligne⁵⁷. Il dirigea l'Institut

⁵¹ Il a, outre sa thèse, déjà publié trois ouvrages : *Histoire économique de la Grande Bretagne au XXe siècle*, Paris, 1994, *La défense du travail national ? L'incidence du protectionnisme sur l'industrie en Europe (1870-1914)*, Paris 2003, *The French Economy in the Twentieth Century*, Cambridge 2003. À cela s'ajoutent deux ouvrages en collaboration : *The British Industrial Decline* en 1998 et *Vue d'Amérique. La Révolution jugée par les Américains*, 1989. Il a publié en outre plus de trente articles, communications ou parties d'ouvrages collectifs, dont une bonne part dans des revues étrangères.

Jean-Pierre Dormois soutint en 1994 un PhD à l'Institut Universitaire européen de Florence, *Des machines et des hommes : la productivité du travail en France et en Grande-Bretagne au cours de l'industrialisation*, puis une habilitation à l'Université de Nanterre en 2001, *Mesurer la productivité au cours de l'industrialisation*.

⁵² Jean-Pierre Dormois, *The French Economy in the Twentieth Century ; The British Industrial Decline ; Classical Trade Protectionism ; L'économie française face à la concurrence britannique avant 1914 ; La Défense du travail national*

⁵³ Jean-Pierre Dormois, « Revoir les comptes d'Hoffmann : la question de l'ampleur de l'essor industriel dans l'Allemagne wilhelmienne », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, 2008 / 1, n° 40, p. 43-74.

⁵⁴ Jean-Pierre Dormois, *La défense du travail national ? : l'incidence du protectionnisme sur l'industrie en Europe, 1870-1914*, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 2009.

⁵⁵ Jean-Pascal Bassino et Jean-Pierre Dormois, « Comment tenir compte des erreurs de mesure dans l'estimation de la stature des conscrits français ? », *Histoire, Économie et Société*, 2009 / 1, p. 97-122.

⁵⁶ Jean-Pierre Dormois, James Foreman-Peck, « What drove (or choked) French entrepreneurship under Napoleon III. A department-level analysis », Conférence annuelle de l'Economic History Society à Warwick, mars 2014.

⁵⁷ Sur le site créé par Jean-Pierre Dormois, on peut consulter des données sur l'industrie française de 1840 à 1963, les tarifs douaniers français de 1860 à 1924, les tarifs douaniers en Europe en 1913 et les salaires moyens par département de 1845 à 1911.

d'Histoire économique et sociale de 2011 à 2015, date à laquelle il partit pour l'Institut d'Études Politiques de Bordeaux.

L'exploitation de la banque de données du Groningen Growth and Development Center créée à l'initiative d'Angus Maddison⁵⁸ a donné lieu à plusieurs analyses intéressantes sur les séries de chiffres annuels du PIB. Croisée avec les données de l'Organisation Mondiale du Commerce sur les parts de marché à l'exportation, elle a permis de noter l'influence croissante du commerce extérieur sur les croissances européennes après 1979⁵⁹. Exploitant les mêmes données, Daouda Diop a étudié les disparités de croissance économique en Europe occidentale depuis la signature du Traité de Rome⁶⁰. Il a mis en évidence un phénomène de rattrapage : la croissance du PIB par habitant étant la plus forte chez les pays qui figuraient parmi les plus retardataires en 1957. Il a aussi montré le renversement du classement entre l'Europe occidentale et les États-Unis en 1982. Une analyse sur six décennies des séries tirées de la même banque de données révèle une accélération durable de la croissance au Cameroun après une crise très profonde survenue en 1986⁶¹.

5. L'histoire quantitative est pratiquée partout au sein de la Faculté des Sciences Historiques de Strasbourg

À Strasbourg, l'empreinte laissée par Marc Bloch et Lucien Febvre fait que l'esprit des Annales n'est pas le monopole d'un seul institut. Les travaux de l'Institut d'Histoire d'Alsace se fondent également bien souvent sur l'étude de séries. Après la thèse du géographe Étienne Juillard sur la vie rurale en Alsace⁶², l'historien moderniste Jean-Michel Boehler accomplit la même démarche pour une période antérieure,⁶³ dans le village de Schweighouse sur Moder, la superficie moyenne par exploitation, mesurée de façon presque continue entre 1670 et 1787, diminue après 1690 révélant la « faim de terre » qui s'amplifie en Alsace tout au long du XVIIIe siècle⁶⁴. Quant à Claude

⁵⁸ Angus Maddison, *Statistics on World Population, GDP and per capita GDP*, Groningen Growth and Development Center Database.

⁵⁹ Claude Michel Adossou, *L'évolution des parts des exportations mondiales détenues par les différents pays d'Europe (Europe de Quinze et la Suisse) de 1973 à nos jours*, mém. Maîtrise, Université Marc Bloch, 2004. Adrien Ehrsam, *Analyse historique et comparée du commerce extérieur et de la croissance économique pour seize pays d'Europe occidentale entre 1957 et 2007*, mém. Master, Université de Strasbourg, 2010.

⁶⁰ Daouda Diop, *PIB comparés des différents pays d'Europe occidentale de puis le traité de Rome (1957-2007)*, Thèse, Université de Strasbourg, 2011.

⁶¹ Lucie Zouya Mimbang, « Le Cameroun au seuil de l'émergence ? De la lisibilité des séries statistiques du Produit Intérieur Brut (1950-2009) », *Présence Africaine*, n° 185-186, 2012, p. 289-309.

⁶² Étienne Juillard, *La vie rurale dans la plaine de Basse Alsace. Essai de géographie sociale*, Strasbourg, 1953.

⁶³ Jean-Michel Boehler, *Démographie et vie rurale en Basse Alsace : l'exemple du Kochersberg (1648-1836)*, Th. 3^e cycle, Strasbourg II, 1973. Jean-Michel Boehler, Dominique Lerch et Jean Vogt, *Histoire de l'Alsace rurale*, Strasbourg, Istra, 1983. Jean-Michel Boehler, *La paysannerie de la plaine d'Alsace (1648-1789), Une société rurale en milieu rhénan*, Strasbourg, 3 vol., Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 1994.

⁶⁴ Jean-Michel Boehler, *La paysannerie de la plaine d'Alsace op. cit.*, p. 598.

Muller directeur actuel de l'Institut d'Histoire d'Alsace, il a reconstitué une remarquable série de dates de vendanges, qui a servi à Le Roy Ladurie pour réaliser son histoire du climat⁶⁵.

IV. La cliométrie au BETA !

La recherche en cliométrie prit son essor à Strasbourg avec la venue de Claude Diebolt en 2004 comme directeur de recherches au CNRS. D'une manière générale, il contribua à développer la cliométrie dans le milieu des sciences économiques, à un moment où l'histoire quantitative connaissait un relatif déclin au sein des sciences historiques.

Claude Diebolt est l'actuel Président de la Section 37 (Economie et Gestion) du Comité National de la Recherche Scientifique (2016-2021). Ancien Président du Conseil d'Administration de la Cliometric Society américaine (2014-2015) et Président fondateur de l'Association Française de Cliométrie (2001), il a été le 40ème Président de l'Association Française de Science Economique (2018-2019).

Claude Diebolt est, par ailleurs, le fondateur et le rédacteur en chef de la revue *Cliometrica* (2007) et l'éditeur en chef du *Handbook of Cliometrics* (2016... les 1768 pages de la seconde édition revue et augmentée sont à paraître). De 2002 à 2015, il a également été le Directeur de la Série AF "Histoire Economique Quantitative" de la revue *Economies et Sociétés*. Depuis, 1998, il est Co-operating Editor de la revue *Historical Social Research. An International Journal for the Application of Formal Methods to History* (de 2001 à 2013, il y a notamment été Special Editor de la rubrique "Cliometrics", qu'il a créée). A ce jour, ses travaux ont donné lieu à 144 articles publiés ou sous presse dans des revues à comité de lecture et à 52 livres, participations importantes à des ouvrages collectifs ou numéros spéciaux de revues. Certaines de ses productions (articles de recherche ou chapitres d'ouvrages) ont, par ailleurs, été traduites et publiées en allemand, anglais, espagnol, taïwanais, tchèque et chinois.

Claude Diebolt est lauréat de la *Médaille George Sarton* (2018-2019) et du *Grand Prix Jean Fourastié d'Economie* (2002). Il a été Fellow de la *Alexander von Humboldt Foundation* (1999-2000) et du *University of Strasbourg Institute for Advanced Study* (2013-2015). Il a été le Directeur adjoint, puis le Directeur (1998-2003) du *Laboratoire Montpelliérain d'Economie Théorique et Appliquée* (LAMETA, UMR 5474) à l'Université Montpellier I, ainsi que le Directeur (2009-2012) du *Bureau d'Economie Théorique et Appliquée* (BETA, UMR 7522) à l'Université de Strasbourg. Pendant 15 ans (en qualité de Privatdozent, 2002-2016), Claude Diebolt a délivré un cours de cliométrie en langue allemande à l'Université Humboldt de Berlin. Il est Docteur en sciences économiques (1994), HDR en France (1998, Université Montpellier I) et en Allemagne (2001, Université Humboldt de Berlin) et lauréat du *Grand Prix de Thèse* de l'Ecole Doctorale de la Faculté des sciences économiques et de gestion de l'Université Montpellier I. Sa thèse a été financée dans le cadre d'une bourse de recherche en cliométrie de l'Union Européenne : Stimulation Plan for Economic Science (1992-1994).

⁶⁵ Claude Muller, *Les vins d'Alsace. Histoire d'un vignoble*, Strasbourg, Coprrur, 1999. Emmanuel Le Roy Ladurie, *Histoire du climat depuis l'An Mil*, 3 vol., Flammarion, Paris, 2009.

Venue d'Amérique, la cliométrie développée par Claude Diebolt et son équipe est, avec son arrivée en Europe, empreinte de malentendus, si ce n'est méprisé pour les intentions délibérément nuisibles qu'on lui prête. En France, dès 1977, Jean Heffer livre ainsi, dans les *Annales*, avec clairvoyance et sagacité, les raisons de l'inévitable naufrage, les causes de l'acte manqué, les conséquences des opportunités de recherches ratées.

Littéralement mesure de l'histoire, la cliométrie symbolise la projection quantitative des sciences sociales dans le passé. Elle mobilise des archives historiques, des modèles théoriques mathématisés et les méthodes d'économie et d'histoire quantitative en général.

La cliométrie a pour ambition de discriminer entre des théories alternatives et, ce faisant, de discuter la multiplicité des représentations erronées de l'histoire économique (mythes, falsifications, déformations, négations ou omissions). Elle vise à éclairer la politique économique et sociale passée, présente et future, d'une part en insistant sur la dépendance au passé des réalités économiques et sociales, d'autre part en cherchant à transformer la vision moderne sur un débat historique majeur : les déterminants de la croissance économique d'hier, d'aujourd'hui et de demain.

L'attribution du Prix Nobel d'économie à Robert Fogel et Douglass North, en 1993, pour avoir renouvelé la recherche en histoire économique par l'application de la théorie économique et des méthodes quantitatives aux changements économiques et institutionnels a indiscutablement consacré l'avènement de la discipline.

"Modern economic historians have contributed to the development of economic sciences in at least two ways: by combining theory with quantitative methods, and by constructing and reconstructing databases or creating new ones. This has made it possible to question and to reassess earlier results, which has not only increased our knowledge of the past, but has also contributed to the elimination of irrelevant theories. It has shown that traditional theories must be supplemented or modified to enable us to understand economic growth and change. Economic historians often consider far reaching problems, the estimation of which demand an integration of economics, sociology, statistics and history. Robert Fogel and Douglass North are the economic historians that have come furthest in such a scientific integration. They were pioneers in the branch of economic history that has been called the "new economic history", or cliometrics, i. e. research that combines economic theory, quantitative methods, hypothesis testing, counterfactual alternatives and traditional techniques of economic history, to explain economic growth and decline. Their work has deepened our knowledge and understanding within fundamental areas of research, as to how, why and when economic change occurs." (The Royal Swedish Academy of Sciences, 12 October 1993)⁶⁶.

⁶⁶ See: <https://www.nobelprize.org/prizes/economic-sciences/1993/press-release/>

La tenue du 8^{ème} Congrès Mondial de Cliométrie au Palais de la Musique et des Congrès de Strasbourg, du 4 au 7 juillet 2017, est un autre exemple significatif d'une recherche tout à la fois innovante, dynamique et néanmoins ancrée dans une longue tradition.

Les contours de la cliométrie se sont d'ailleurs forgés avant même que la discipline ne naisse officiellement aux Etats-Unis ! Les héritages sont nombreux. Au risque d'oublier l'un ou l'autre des protagonistes, il apparaît que la dette envers l'Ecole historique allemande est énorme. Quant aux Instituts de conjoncture et notamment le National Bureau of Economic Research (NBER), ils auront été, après la Première Guerre mondiale, les véhicules pour l'affirmation du quantitatif en sciences sociales et plus précisément les initiateurs d'une comptabilité de la croissance. Pensons également à la création de l'Econometric Society, en 1930, avec son projet, à travers la revue *Econometrica* (1933), de concilier la théorie, l'histoire et les statistiques.

L'aventure cliométrique débute véritablement en 1957 à Williamstown avec la conférence *Research in Income and Wealth* initiée par Fabrikant, Lebergott et Gerschenkron et consacrée aux *Trends in the American Economy in the Nineteenth Century*. Le manifeste de Conrad et Meyer en 1957 *Economic Theory, Statistical Inference, and Economic History*, puis l'article du *Journal of Political Economy* de 1958, marquent une seconde étape essentielle.

La première réunion de la société de cliométrie américaine est organisée par Davis, Hughes et Reiter à Purdue en 1960. Intitulée *Conference on the Application of Economic Theory and Quantitative Methods to the Study of Problems of Economic History*, cette conférence est devenue progressivement la *Cliometrics Conference* que nous connaissons aujourd'hui et qui est organisée sous l'égide de la *Cliometric Society* américaine, fondée en 1983.

Quant aux thèmes fondateurs de la cliométrie, il faut mentionner l'impact des chemins de fer sur la croissance américaine, l'esclavage comme institution économique rentable, l'anthropométrie ou encore les causes et le coût de la guerre de Sécession. Les raisons du succès de la discipline sont certes liées à la vogue de l'économétrie, mais aussi à la réaction de défense d'une catégorie professionnelle menacée, celle des enseignants-chercheurs en histoire économique. Notons ici que l'influence de Samuelson et ses *Foundations of Economic Analysis* (1947) aura été considérable avec le passage de l'après seconde guerre mondiale vers la production de modèles mathématisés en économie.

Rappelons également que le premier survey consacré à la cliométrie *Econometric Studies of History* a été rédigé par Wright et discuté par David en 1971. En 1973, Temin édite un ouvrage collectif consacré à la *new economic history*. Dès 1975, Van der Wee et Klep publient un état des savoirs, largement méconnu, en termes d'histoire économique quantitative européenne. Crafts, en 1987, livrera un autre survey, publié dans le *Journal of Applied Econometrics*. Enfin, nous n'oublions pas l'ouvrage de McCloskey de 1987 *Econometric History*, l'état des savoirs de Goldin de 1995, le meeting de 1997 de l'American Economic Association *Cliometrics after 40 Years* et,

tout récemment, la publication du *Handbook of Cliometrics* par Claude Diebolt et Michael Hauptert (2016, la deuxième édition revue et augmentée est à paraître).

Avec le 21ème siècle, plusieurs revues dont principalement *Cliometrica*, créée par Claude Diebolt à l'Université de Strasbourg affichent, plus que jamais, pour ambition de pérenniser les acquis du passé, tout en stimulant les recherches cliométriques à venir.

1. Epistémologie de la cliométrie strasbourgeoise

Souvent, les économistes sont du seul côté de l'*Erklären* (expliquer), de l'analyse du réel via le modèle mathématique, en quête d'objectivité pure, sans référence à toute information non-quantifiable et intégrable dans une construction formalisée. Le produit final est alors un modèle, exprimé en termes de systèmes d'équations. Certes, il y a des exceptions, mais il s'agit soit d'économistes hétérodoxes (comme le courant régulationniste en France), soit d'économistes que la profession qualifiera vite d'historiens. Le langage est, dans l'écrasante majorité des productions économiques contemporaines, mathématique du début à la fin. L'économiste est aussi clairement du côté du pôle *moderne* pour parler comme les philosophes. L'historien, même l'historien économiste présenté ci-dessus, est du côté du *Verstehen* (comprendre), de l'interprétation du réel via l'intégration d'une somme variée de sources documentaires directes ou indirectes traitées via diverses sciences auxiliaires, dont la statistique peut faire partie. Pour lui, toute source d'information, quantitative ou qualitative est bonne à prendre (*faire feu de tout bois*). Son produit final est le plus souvent un texte, il raconte une histoire et il accepte pleinement l'idée que ce qu'il fait est une interprétation. Il est dans ce sens plus près du pôle *postmoderne*, et en tout cas sa conception de la scientificité est moins étroite. Si l'économiste tend à disqualifier toute assertion qui n'est pas démontrée mathématiquement (faisant sienne la phrase de Wittgenstein : *ce dont on ne peut parler, il faut le taire*) l'historien quant à lui est prêt à tenter des interprétations dont le degré de vraisemblance n'est jamais total. Il argumente en mobilisant un ensemble de faits reconstitués, de données, de chiffres, afin de convaincre le lecteur de sa thèse. L'économiste dira lui qu'il cherche à démontrer des théorèmes et propositions pour prouver ses assertions, en ne laissant aucun espace au doute (notons cependant que certains disent que l'économiste, malgré sa mobilisation des outils mathématiques et de l'économétrie, cherche aussi à convaincre ; McCloskey (1994) sur la rhétorique économique est ici incontournable).

La cliométrie strasbourgeoise apparaît selon ces points de vue des deux côtés de cette barrière épistémologique. La mobilisation de techniques économétriques sophistiquées pour décrire des séries chronologiques de prix, de population, de production matérielle, de capital humain, de taux d'intérêt, etc. et y identifier tendance, cycles, points de retournement, peut parfaitement s'intégrer dans une approche traditionnelle du travail d'historien (synthétiser et interpréter). Mais entendu dans son sens strict, la *cliométrie* strasbourgeoise sous-entend beaucoup plus : la mobilisation de la théorie (économique) en vue de confirmer ou d'infirmer sa pertinence en la confrontant à des données du passé pour mieux comprendre le présent, voir anticiper sur l'avenir.

L'ambition peut ici être théorique (le questionnement est en partie issu de la discipline économique) et l'histoire économique est ici plutôt un matériel. Notons tout de suite que même dans ce cadre, la mobilisation d'outils issus de la théorie économique néo-classique peut aussi servir à trancher des débats de nature historiographique ou du moins ambitionne de le faire. Bref, on peut aller dans des degrés d'abstraction différents : utiliser la théorie néo-classique pour comprendre (ou plutôt expliquer) le passé ou pour résoudre des débats contemporains de théorie économique ; l'histoire n'étant qu'une extension du domaine de la lutte économétrique pour tendre vers des vérités économiques mieux assises. Dans les deux cas cependant on change radicalement de style de narration. La cliométrie vise à *expliquer* via la modélisation mathématique et le recours systématique aux techniques économétriques de pointe. Elle ne cherche pas l'interprétation mais l'analyse, et vise comme les autres sciences le cumulatif (et donc le dialogue) au sein d'une discipline caractérisée par un consensus sur les méthodes de travail et les grands principes de base. On notera en effet que dans les arts et humanités la citation réciproque des articles est beaucoup plus faible (euphémisme) que dans les sciences physiques par exemple. Il est évident que cette vision-là de l'histoire économique (et tout simplement de l'histoire) est assez révolutionnaire, en rupture avec l'idée de l'histoire comme science interprétative. Une idée sous-jacente à la cliométrie est de ramener l'histoire dans le courant général des approches de sciences exactes.

Notons ici que l'histoire positiviste du 19^{ème} siècle avait aussi quelque part cette ambition et bien que *littéraire*, elle se voulait très hostile aux interprétations. La différence est que la cliométrie fait sienne les acquis des sciences sociales quantitatives et principalement économiques, alors que pour les historiens positivistes, *dire le vrai* se limitait à dire ce qui s'était réellement passé. Pour la cliométrie, il s'agit aussi de mettre en évidence des structures mathématiques cachées qui rendent compte de ce qui s'est passé et dont le déroulement transparait au travers de séries chiffrées. Il est certain qu'une telle approche modélisatrice, quantifiée, mathématique, démonstrative explicative et non-interprétative, privilégiant la mesure, ne pourra que heurter les partisans du tournant post-moderne.

Ce faisant, il ne s'agit nullement de détruire l'édifice néo-classique qui a été construit, mais plutôt de l'aménager (voire en sortir à la marge) en prenant consciemment en compte l'histoire (et la conception du temps irréversible), cet effort devrait être dirigé vers la démarche cliométrique. Cela signifie d'une part de tester, plus systématiquement et sur le long terme, la validité (stabilité) des énoncés théoriques et d'autre part de bâtir des modèles théoriques davantage en adéquation avec les faits stylisés dégagés d'une analyse sérieuse de l'histoire économique. Cette ferme fondation de l'économie sur une base empirique de long terme nous semble fondamentale, aussi pour l'économiste appliqué, ou le décideur au cœur de l'action (l'économiste étant tourné vers l'aide à la prise de décision, à l'action, la définition de scénarii d'avenir possible reste donc chose centrale pour lui). En effet, nous pensons que le futur ne peut être conçu que dans un certain degré de continuité historique, c'est-à-dire par rapport à un passé qui l'a forgé et en fonction d'un présent qui l'explique tout en le déterminant en partie (bien sûr jamais totalement). La connaissance historique en économie doit cependant faire prendre garde aussi aux

extrapolations trop simplistes car les brusques ruptures (les non-linéarités) sont aussi du domaine du possible. Il est tout aussi dangereux d'ignorer l'histoire que d'imaginer le futur à l'image de celle-ci. Certes, le présent (mais aussi le passé) peut conditionner l'avenir de la même manière que le passé explique — en partie — le présent (dès que nous quittons le monde de la théorie pure et que nous prenons au sérieux le temps historique, c'est-à-dire irréversible). Le thème de la dépendance à la trajectoire (David, 2007) devient dès lors central. Ceci dit, n'oublions pas que les comportements économiques sont complexes, et que les agents économiques ne sont pas stupides. Si le passé conditionne le présent et parfois l'image qu'on se fait de l'avenir (anticipations, adaptatives dans ce cas), les anticipations de l'avenir, l'image qu'on s'en fait, peuvent à leur tour conditionner les décisions présentes. Ce serait ici le futur (la façon dont on l'anticipe) qui conditionnerait en partie le présent, et par son impact sur les décisions, la trajectoire économique future effective. Ainsi donc l'économie n'est pas le lieu de l'intemporalité, elle possède une historicité irréductible et très complexe, le passé pesant sur le présent comme l'image de l'avenir conditionne les choix actuels. Elle est, sans doute davantage en macroéconomie que dans la théorie microéconomique, une lecture (interprétation) de l'histoire économique influencée par le contexte présent et les nécessités de la prise de décision pour l'avenir. Les théories en macroéconomie cherchent donc à rationaliser des événements historiques passés (crises, mouvements de croissance...) et à en rendre compte par une modélisation qui devrait aider le décideur dans le présent. On pourrait même dire qu'elle cherche à rendre compte de faits historiques par des modélisations a-historiques (jusqu'ici) – car sa vision de la science reste celle de la physique et la quête de régularités. Les approches d'économétrie (développées en parallèle de la recherche macroéconomique) cherchent à extraire le maximum d'information de séries quantitatives qui, par la force des choses, concernent toujours le passé (toute économétrie est donc toujours de l'histoire quantitative). Il faut insister sur cette dimension historique. Toute négligence sur ce plan serait à l'origine d'incompréhensions et souvent de décisions inopportunes (pour l'économiste comme « conseiller du prince »). Si l'on se contente, pour étudier un système économique, de mesurer sa composition présente, on néglige le fait que ses structures, comme ses caractéristiques (et les institutions qui l'encadrent), résultent d'une longue histoire qui influencera directement son avenir.

Ne perdons cependant pas de vue qu'une Ecole Historique Allemande a existé au 19^{ème} siècle, qui n'excluait pas nécessairement la mesure et la statistique (pensons à la loi de Wagner sur l'évolution des dépenses publiques) et que plus tôt encore, à l'époque mercantiliste, c'est par l'observation de séries chiffrées sur horizon long que Bodin a tenté de mettre en lumière et expliquer le phénomène d'inflation par la première formulation de ce qu'on appellera théorie quantitative de la monnaie...

La naissance de la cliométrie a marqué une *révolution*, une rupture (totale ?) avec l'histoire économique traditionnelle. Que cela soit vrai ou non, la chose est, aujourd'hui, sans doute de peu d'importance. Un défenseur de la nouvelle école aussi

éminent que Robert Fogel⁶⁷ perçoit lui-même une évidente continuité entre l'histoire économique ancienne et la nouvelle. Ce qui ne fait aucun doute c'est que, depuis la fin des années 1950, l'histoire économique accorde une place de plus en plus importante à la théorie. Elle a aussi recours à une analyse statistique et économétrique de plus en plus rigoureuse pour la simple raison qu'un bon nombre des problèmes non résolus de l'histoire économique sont tels que les seules réponses intellectuellement satisfaisantes sont, par définition, quantitatives.

La cliométrie n'intéresse pas uniquement l'histoire économique au sens limité et technique du terme. Elle modifie la recherche historique en général. Elle représente la projection quantitative des sciences sociales dans le passé.

La question de savoir, par exemple, si l'esclavage a profité ou non aux Etats-Unis avant la guerre de Sécession ou si les chemins de fer ont eu d'importantes répercussions sur le développement de l'économie américaine⁶⁸ est aussi importante pour l'histoire générale que pour l'histoire économique et elle pèsera obligatoirement sur toute interprétation ou évaluation (anthropologique, juridique, politique, sociologique, psychologique, etc.) du cours de l'histoire américaine. Bien entendu, jusqu'ici, la cliométrie est plutôt envisagée comme discipline auxiliaire de l'histoire. Nous laissons pour plus tard la question de sa pertinence pour l'économiste, en notant simplement ici que les types de questions posées par la nouvelle histoire économique ne peuvent que parler très fort aux théoriciens du développement économique (et sans doute, mais cela viendra plus tard, de la croissance).

En outre, la cliométrie s'inscrit en faux contre l'une des hypothèses fondamentales de l'histoire traditionnelle selon laquelle l'histoire ne peut jamais apporter de preuves *scientifiques* parce qu'il ne serait jamais possible de soumettre à l'expérimentation des événements historiques par définition uniques (on gardera cependant à l'esprit que les faits historiques peuvent être plus facilement soumis au principe de réfutation de Popper que les énoncés probabilistes très généraux des économistes : si on peut réfuter la thèse que Staline a régné sur l'URSS jusqu'en 1990, il est plus difficile de tester empiriquement l'existence et l'unicité d'un équilibre général compétitif). La cliométrie croit cependant que l'histoire (économique) peut et doit s'inspirer des raisonnements des économètres et que donc il est, au contraire, possible, au moins dans les cas favorables, de construire une situation fictive (contre-factuelle) grâce à laquelle on peut mesurer le décalage entre ce qui s'est réellement produit et ce qui aurait pu se produire dans des circonstances différentes.

⁶⁷ Prix Nobel d'économie en 1993, avec Douglass North, pour *avoir renouvelé la recherche en histoire économique par l'application de la théorie économique et des méthodes quantitatives aux changements économiques et institutionnels*.

⁶⁸ Fogel remet en cause l'interprétation communément admise de la croissance économique aux Etats-Unis à la fin du 19^{ème} siècle. Auparavant on avait prétendu que le chemin de fer avait été le facteur déterminant parce qu'il ouvrait de nouveaux territoires et permettait de grandes possibilités d'investissement. Fogel a contesté cette argumentation et a mis au point un modèle statistique complexe qui montrait ce à quoi l'économie américaine aurait ressemblé en 1890 s'il n'y avait eu de chemin de fer. Il est arrivé à la conclusion que le revenu national aurait été inférieur de 5 % au plus. Bien loin d'être indispensable, le chemin de fer avait été un facteur secondaire dans le processus global de la croissance aux Etats-Unis.

Ce principe méthodologique, c'est-à-dire la mesure de l'influence d'un facteur sur une évolution par la différence entre l'évolution réellement observée et celle hypothétique, à laquelle on aurait assisté si le facteur concerné n'avait pas existé (analyse contrefactuelle), est peut-être, avec l'économétrie historique des séries temporelles, ce que la cliométrie a apporté de plus important aux chercheurs en sciences sociales en général et aux historiens en particulier.

2. Diebolt et la cliométrie

Le programme d'enseignement et de recherche de Claude Diebolt et de son équipe⁶⁹ est clairement énoncé, dès 2001, sur le website de l'Association Française de Cliométrie :

« Faut-il employer la cliométrie en sciences humaines et sociales ? S'agit-il d'une discipline qui marierait harmonieusement théorie et analyse empirique ? S'agit-il d'abord d'une branche de l'histoire ou de la science économique ? Quel crédit faut-il accorder à cette démarche de recherche ? Quel type de méthodes cliométriques doit-on employer ? Les sciences humaines et sociales deviendront-elles pour autant plus scientifiques ? Quel rôle la cliométrie peut-elle et doit-elle jouer dans la formation des jeunes étudiants et doctorants engagés dans des recherches universitaires de sciences humaines et sociales ? Enfin, que faudrait-il faire pour surmonter le problème de communication, réel mais souvent latent, créé par l'intrusion des méthodes systématiquement quantitatives dans la littérature en sciences humaines et sociales lorsque ces dernières sont en voie de devenir techniquement beaucoup plus élaborées et qu'il est difficile de croire que ce mouvement se renversera ? Mes enseignements visent à apporter quelques éléments de réponse et ceci, même si je m'étonne qu'il y ait encore aujourd'hui un débat actif sur les questions mentionnées plus haut, puisque depuis toujours (ou presque), la quantification est partie prenante des recherches historiques en sciences humaines et sociales. Avons-nous d'ailleurs le choix entre employer des méthodes quantitatives et ne pas le faire ? J'estime que non et cela pour une raison essentielle : le quantitatif est présent dans toutes les approches, mais sans doute de manière plus implicite qu'explicite. Certes, les méthodes quantitatives sont, depuis toujours, la particularité intrinsèque des recherches notamment françaises en sciences humaines et sociales, mais leur utilisation a été pour l'essentiel, en dehors de l'économie, secrète et subliminale. Puisque beaucoup de questions qui reposent sur des dimensions quantitatives sont déguisées par des mots, la quantification n'est pas apparente. J'illustre régulièrement cette proposition en défiant mes étudiants à choisir une page au hasard d'un de leur livre préféré d'économie, d'histoire, de sociologie etc. et leur demande de déterminer si vraiment la quantification est implicitement présente dans ce qu'ils viennent de lire. C'est effectivement très souvent le cas. Ma réponse à la première question, serait dès lors de dire que c'est une perte de temps que de se disputer pour savoir si vraiment il faut favoriser la quantification en sciences humaines

⁶⁹ Le lecteur intéressé trouvera sur le site de l'Association Française de Cliométrie, une liste quasi complète de l'ensemble des travaux cliométriques menés par Claude Diebolt et son équipe depuis 2004 à Strasbourg : <https://www.cliometrie.org/en/>

et sociales, aussi parce qu'il n'est, à l'évidence, pas possible (ni nécessaire d'ailleurs) d'exorciser ce soi-disant démon ! Au niveau international cette question me paraît d'ailleurs tranchée depuis longtemps. La véritable question à poser est finalement toute autre : comment employer la quantification au meilleur avantage ? En effet, à moins de s'accompagner d'un traitement statistique et/ou économétrique et d'une analyse quantitative systématique, la mesure n'est rien de plus qu'une autre forme d'histoire narrative. Elle remplace certes les mots par des chiffres, mais elle ne fait intervenir aucun facteur nouveau. En revanche, la cliométrie innove lorsqu'elle s'efforce de formuler les explications du développement économique passé en termes de modèles hypothético-déductifs valables qui, eux-mêmes, appellent aux techniques les plus fines de l'économétrie ; le but étant d'établir, sous forme mathématique, l'interaction des variables dans une situation donnée. Quand la question est posée de cette manière, il devient évident que des positions trop rigides ne sont plus défendables, mais que les travaux de recherche sont aussi beaucoup plus rares ! » (Diebolt, 2001).

C'est à partir de la citation ci-dessus que Claude Diebolt a dégagé les caractéristiques épistémologiques et méthodologiques de la cliométrie strasbourgeoise.

Les enseignements et le programme de recherche en cliométrie de Claude Diebolt sont centrés sur les théories de la croissance et des cycles économiques. Sa démarche est historique et comparative. Sa démonstration est quantitative et principalement macroéconomique ou macroéconométrique. Son ambition est de favoriser la rencontre entre la théorie macroéconomique, l'économétrie des séries temporelles et la cliométrie dans le triple but de dégager une caractérisation plus adéquate des données afin de construire de meilleures équations de prévision, de discriminer entre des théories alternatives et de discuter la multiplicité des représentations erronées de l'histoire économique (dépendances au sentier, mythes, falsifications, déformations, négations ou omissions). Par l'intermédiaire de tests économétriques et cliométriques, il s'agit également de donner des micro-fondements à la macroéconomie et d'acquérir de meilleures connaissances factuelles susceptibles d'éclairer la politique économique et sociale passée, présente et future. Pour ce faire, il mobilise systématiquement des archives historiques, des modèles théoriques mathématisés, des modèles appliqués et des études empiriques transversales et longitudinales sur certains domaines jugés prioritaires : le capital humain, la démographie, la finance et la propriété intellectuelle (les brevets) plus particulièrement. Ses analyses portent sur différents espaces européens et non européens, pour l'essentiel aux 19^{ème} et 20^{ème} siècles, avec la comparaison France-Allemagne comme premier laboratoire d'expérimentation.

Parmi les récents ouvrages publiés par Claude Diebolt ou sous sa direction, citons :

Handbook of Cliometrics (Editor), Editions Springer, Collection "Springer Reference", Berlin, 2019, 1768 pages (avec M. Hauptert). 1^{ère} édition, 2016, 590 pages.

Cliometrics of the Family (Editor), Editions Springer, Berlin, Collection "Studies in Economic History", 2019, 366 pages (avec A. Rijpma, S. Dilli, C. Störmer et S. Carmichael).

Bildungsökonomie. Eine Einführung aus historischer Perspektive, Editions Springer-Gabler, Wiesbaden, 2017, 102 pages (avec R. Hippe et M. Jaoul-Grammare).

Understanding Demographic Transitions. An Overview of French Historical Statistics, Editions Springer, Collection "Population Economics", Berlin, 2017, 176 pages (avec F. Perrin).

Dynamics of Distribution and Diffusion of New Technology. A Contribution to the Historical, Economic and Social Route of a Developing Economy, Editions Springer, Collection "Indian Studies in Business and Economics", Berlin, 2016, 236 pages (avec T. Mishra et M. Parhi).

Business Cycles in the Run of History, Editions Springer, Berlin, Collection "SpringerBriefs in Economics", 2016, 94 pages (avec T. Aimar, F. Bismans et la collaboration de R. Majetti et Z. Rabah).

Citons aussi quelques thèses, HDR et chercheurs encadrées par Claude Diebolt au sein du BETA à Strasbourg :

Le Chapelain Charlotte : *Industrialisation et capital humain en longue période*, HDR - Soutenance le 24 novembre 2017.

Jaoul-Grammare Magali : *Cliométrie des inégalités. L'enseignement supérieur français aux XIX^{ème} et XX^{ème} siècles*, HDR - Soutenance le 18 octobre 2017.

Mattei Clara : *Market Fetishism and Repressive Politics in the European Austerity Thinking after World War I*, Thèse de doctorat - Soutenance le 13 juin 2016.

Igersheim Herrade : *Libéralisme de la liberté. Fondements, analyses, expérimentations*, HDR - Soutenance le 23 avril 2015.

Perrin Faustine : *Gender Equality and Economic Growth in the Long Run - A Cliometric Analysis*, Thèse de doctorat - Soutenance le 2 décembre 2013. Prix du Groupement d'Intérêt Scientifique - Institut du Genre du CNRS.

Hippe Ralph : *Human Capital Formation in Europe at the Regional Level - Implications for Economic Growth*, Thèse de doctorat - Soutenance le 30 octobre 2013. Prix de l'Université Franco-Allemande, Prix Koch du Chapitre de Saint-Thomas, Prix de la Société des Universités de l'Académie de Strasbourg et de la Reutlinger Wirtschaftstreuhand.

Nguyen-Van Phu : *The Economy-Environment Nexus Revisited. Empirical and Theoretical Reappraisal*, HDR - Soutenance le 17 octobre 2013. Médaille de Bronze du CNRS 2015.

Rivot Sylvie : *Analytical Foundations for Policy. Keynes and Friedman*, HDR - Soutenance le 11 juin 2013.

Barbier-Gauchard Amélie : *Fédéralisme budgétaire, discipline et croissance dans une UEM hétérogène*, HDR - Soutenance le 17 juillet 2012.

Robin Stéphane : *Essays on Innovation. An Empirical Perspective*, HDR - Soutenance le 29 mai 2012.

Cornand Camille : *Macroéconomie monétaire, coordination et information hétérogène. Une analyse de la communication des banques centrales*, HDR - Soutenance le 24 juin 2010. Médaille de Bronze du CNRS 2011.

Accueil et encadrement de deux enseignants-chercheurs en délégation CNRS : Antoine Parent (2005-2007) et Charlotte Le Chapelain (2016-2017).

Accueil et encadrement de quatre post-doctorants : Tapas Mishra (2005-2006), Luca Pensieroso (2007-2008), Giacomo Sbrana (2009-2011) et Faustine Perrin (2013-2014).

Claude Diebolt considère comme fondamental le fait que la cliométrie privilégie la mesure et qu'elle reconnaisse l'existence de liens étroits entre la mesure et la théorie. Il ne fait aucun doute que c'est la seconde caractéristique et non la première qui distingue la nouvelle école strasbourgeoise, née en 2004 avec l'arrivée de Claude Diebolt en qualité de Directeur de Recherche au CNRS. En effet, à moins de s'accompagner d'un traitement statistique et/ou économétrique et d'une analyse quantitative systématique, la mesure n'est rien de plus qu'une autre forme d'histoire narrative. Elle remplace certes les mots par des chiffres, mais elle ne fait intervenir aucun facteur nouveau. En revanche, la cliométrie innove lorsqu'elle s'efforce de formuler toutes les explications du développement économique passé en termes de modèles hypothético-déductifs valables. En d'autres termes, la caractéristique essentielle de la cliométrie strasbourgeoise est le recours à ces modèles hypothético-déductifs qui appellent aux techniques les plus fines de l'économétrie, le but étant d'établir, sous forme mathématique, l'interaction des variables dans une situation donnée et dans le but d'établir des corrélations et/ou causalités pour mesurer l'importance relative de chacun des facteurs sur une période de temps donnée. A ce jour, les modèles hypothético-déductifs élaborés par Claude Diebolt et son équipe ont été principalement employés pour déterminer les effets des innovations, des institutions, du capital humain, de la démographie, de la finance etc. sur la croissance et le développement économique. Au stade actuel, le principal acquis de la cliométrie portée par Claude Diebolt est donc d'avoir lentement, mais progressivement, constitué, grâce à la mesure et la théorie, un ensemble solide d'analyses économiques de l'évolution historique. En extension, plus la quête des faits est dominée par la conception des problèmes, plus le travail de recherche se rapproche de ce qui constitue la véritable fonction de l'histoire économique au sein des sciences sociales.

Le cas de Diebolt et ses travaux de cliométrie théorique sont toutefois rares. La cliométrie reste essentiellement une entreprise appliquée qui s'intéresse avec les outils de la science économique à des questions historiographiques. Une certaine ambiguïté demeure tout de même quant à l'utilité de ces recherches pour la science économique, un certain nombre d'économistes assumant une cliométrie qui serait essentiellement une discipline auxiliaire de l'histoire, tandis que d'autres gardent une ambition d'utilité pour le cœur de la discipline économique elle-même.

L'historien ne doit pas toujours penser que l'économiste fait étalage d'impérialisme. Il y a des économistes et des économètres modestes, qui pensent simplement que leurs outils sont aussi utiles à la compréhension de l'histoire que ne le seraient le recours au carbone 14 en archéologie ou l'ordinateur pour traiter un ensemble de fiches décrivant des conscrits afin d'en donner une image synthétique. Ils veulent apporter leur pierre à l'édifice de la connaissance historique. D'autres économistes, en pénétrant le champ de l'histoire économique, poursuivent ceci dit parfois leur propre agenda : identifier les causes profondes de la croissance économique pour comprendre par exemple le pourquoi de la stagnation actuelle des économies africaines, si ce n'est la possible stagnation séculaire. Ils ne désirent nullement envahir le champ de l'histoire. Ils utilisent ici le langage des économistes pour parler aux économistes.

Un groupe important d'historiens économistes cherche, quant à lui, le plus souvent à réellement comprendre une réalité bien contextualisée dans le passé et répondre à des questions historiographiques. Ils parlent aux historiens et utilisent le plus souvent dans leur produit final un langage qui leur est accessible, même si certains parmi eux, de formation plus économiste ou économétrique, ont eu recours dans leur argumentation à des outils plus sophistiqués. Ces économistes-là ne prétendent pas révolutionner l'histoire économique, simplement l'améliorer à la marge par le recours à des outils plus sophistiqués. Il y aurait quelque part deux cliométries, l'une modeste, qui travaille en coopération avec les historiens plus traditionnels (un peu comme l'a toujours fait la cliométrie anglaise, plus ouverte que la cliométrie américaine, essentiellement économiste) sur des questions historiographiques, et une autre, plus abstraite, qui recourt systématiquement au langage des économistes et tantôt vise à réécrire l'histoire économique dans un style nouveau (en faire une branche de la science économique), voire l'utiliser dans la construction de théories économiques plus générales. Cette opposition n'est d'ailleurs pas neuve et remonte aux années 60-70 au moins :

"Early studies in cliometrics in the United States were written by economists and principally for economists; its frame of reference was neoclassical economics and its protagonists were seeking to establish themselves within the economics profession. Contacts with historians were limited. In Britain, by contrast, cliometrics developed more slowly than in the United States but always remained in contact with historians; it was often carried out in university departments of history or economic history, only rarely by economists. Its style and theoretical origin were more eclectic, its topics for research closer to the interests of historians" (Floud, 1987, p. 453).

En somme, il faut à notre sens juger les auteurs par leurs intentions et non celles qu'on leur prête. En ce sens l'usage de l'histoire économique peut être soit le fait d'historiens ou d'économistes soucieux de comprendre le passé, via des méthodes diverses, toutes légitimes (si elles sont pertinentes par rapport à l'objectif poursuivi), pouvant être qualitatives ou quantitatives (ou les deux) ; soit le fait d'économistes soucieux ou bien de tester divers modèles ou diverses théories sur un horizon temps plus long, ou bien de trouver un matériel de faits stylisés destinés à rendre plus réalistes leurs théories (ces dernières devant se soumettre en parallèle, dans le cadre

du paradigme néo-classique, à la contrainte de s'encadrer dans les postulats de base de l'approche : micro-fondations, individualisme méthodologique, rationalité instrumentale, recherche d'équilibre, modèles mathématiques, etc.). Dans ce dernier cas, l'intérêt renouvelé des économistes pour l'histoire économique doit être souligné après une longue période d'éloignement (réciproque). Même si c'est de matière très fruste aux yeux des historiens économistes traditionnels, on doit constater du côté des économistes un intérêt renouvelé pour l'histoire et ce même avant la crise économique et financière de 2008 qui a ébranlé bien des certitudes.

En 1985, Arrow soulignait déjà que l'histoire économique est une condition nécessaire (même si insuffisante) d'une théorie économique pertinente (Arrow, 1985). En 1993, le prix Nobel de sciences économiques couronne les contributions pionnières de Douglass North et Robert Fogel. Le très grand renouveau de l'intérêt des économistes pour les questions de croissance et les questionnements renouvelés sur les marchés financiers ont, au cours des années 90 et 2000, ouvert la voie à un intérêt croissant pour l'histoire économique. *Princeton University Press* a lancé une collection destinée à publier des ouvrages dans ce domaine. Une autre consécration récente pour les économistes qui prennent l'histoire au sérieux a été la nomination de Bernanke, un spécialiste de la crise de 1929 (cf. Bernanke, 2004), à la tête de la Federal Reserve.

L'histoire économique des économistes peut choquer parfois les historiens, mais même si on se place de leur point de vue, la proportion des travaux cliométriques réellement théorique est assez mineure face à l'ampleur de travaux méticuleux, sérieux, mobilisant des outils sophistiqués pour répondre à des questions circonstanciées d'intérêt commun aux économistes et historiens. Au niveau international, la cliométrie, modestement, a pris sa place parmi les approches d'histoire économique et beaucoup de questions, qu'on le veuille ou non, sont de nature quantitative. Ce faisant, la cliométrie est aujourd'hui incontournable !

Conclusion

Malgré un mouvement de divergence croissant entre les méthodes, intérêts et agendas de recherche du noyau central de la science économique et de l'histoire, on doit bien constater le maintien et, ces dernières années, l'expansion d'un champ de recherche à l'intersection de ces deux univers. A l'université de Strasbourg, la recherche historique a continué à collecter et exploiter des variables numériques, au moment même où l'intérêt pour le quantitatif commençait à décroître chez les historiens français. L'histoire quantitative continue d'y être cultivée avec l'ambition de créer des séries suffisamment fiables pour qu'elles méritent d'être exploitées avec les méthodes de la cliométrie. Dans la même université, la recherche économique s'intéresse aux évolutions de longue durée et travaille à faire entrer dans les modèles mathématiques les plus sophistiqués des données tirées de statistiques anciennes. Si l'histoire économique des historiens comprend toujours une large part de travaux traditionnels, pensons ne fût-ce qu'aux travaux en histoire sociale, en histoire de l'innovation, en histoire d'entreprise, les biographies de banquiers ou d'hommes d'affaires, l'étude de leurs réseaux de socialité, ils peuvent aussi inclure de notre point

de vue une certaine partie de travaux quantitatifs plus complexes, que ce soient, par exemple, les approches d'histoire macroéconomique quantitative ou des approches recourant à davantage d'économétrie. Mais il s'agit toujours d'un objectif de compréhension d'une réalité historique donnée. On a aussi noté une histoire économique plus théorique, une histoire économique d'économistes, en lien avec la réémergence de leur intérêt pour les questions de croissance de très long terme et un souci empirique plus prononcé après l'efflorescence de multiples schémas théoriques dans le cadre des théories de la croissance endogène.

S'il y a une influence nette de la théorie économique sur la vision de la croissance de long terme, il y a aussi eu une influence nette de l'histoire (même traditionnelle) sur la science économique depuis les années 90. Cela a amené les économistes à raffiner leurs schémas théoriques, voire à revaloriser les travaux d'études de cas. Le rôle-clé des institutions a aussi été mis en avant. Par ailleurs, le recours à la théorie des jeux donne libre cours au récit analytique. Bref, l'économiste est bel et bien de nos jours présent sur le terrain de l'histoire (jusqu'à l'histoire antique, cf. Temin, 2006). Souvent, cependant, ces approches sont (sur le continent européen, et en France plus particulièrement) ignorées de la communauté des historiens économistes, à cause des frontières institutionnelles mais aussi, semble-t-il, du manque de culture économique et quantitative de beaucoup d'entre eux. On assiste certes à un retour de ces démarches, mais il s'agit le plus souvent, dans le sillage d'une sociologie influencée par Bourdieu, de techniques quantitatives du sociologue, développées dès les années 70, comme les analyses de données ou la théorie des réseaux sociaux recourant à la théorie des graphes.

L'étude approfondie d'un système économique, surtout quand elle sert de point de départ à l'élaboration de prévisions, passe par le respect d'un certain nombre de précautions. La première d'entre elles est la capacité à prendre du recul. La référence au passé n'a pas seulement un intérêt historique, anecdotique. Les enseignements que l'on en tire sont très précieux pour éviter de généraliser trop rapidement des observations particulières, et cela d'autant plus, que l'économie s'inscrit dans la longue durée. La discipline économique ne peut pas être statique ou dynamique (au sens de statique comparative) en ne tenant pas compte de l'irréversibilité du temps. La méconnaissance des événements ayant abouti à la situation observée à un moment donné empêcherait d'en saisir toute la signification. L'observation du passé montre aussi, qu'il n'est pas possible de généraliser la situation vécue par une génération, de l'extrapoler dans le temps. L'historien économique ne dit pas que l'avenir est à l'image du passé. L'économiste (surtout celui qui fait face à la décision dans le monde réel) fait face à un système complexe, dont la théorie n'épuise pas tout. C'est pourquoi, nous estimons, que la connaissance historique (qui inclut des phénomènes dont nos théories ne rendent pas — encore ? — compte) est indispensable pour compléter l'analyse logique fournie par des modèles qui ne sont souvent que l'abstraction de situations particulières en un temps et un lieu donné. Certaines variables influentes sont très difficiles à quantifier, mais renoncer à les faire figurer dans les modèles aboutit à les traiter à tort comme des constantes. Compte tenu de cette complexité, la discipline économique est donc certainement aussi un art et pas uniquement une

science. Anticiper les tendances futures des économies relève sans doute autant de l'art, d'un mixte optimal de notre savoir théorique, de nos connaissances sur le système étudié et d'une part d'intuition, qui serait la résolution non encore consciente d'un problème hautement complexe. C'est l'art de reconnaître les points sur lesquels doit porter l'effort principal afin d'atteindre les objectifs visés. Dire qu'il s'agit d'un art, c'est admettre que les choix ne sauraient être dictés par la seule mise en œuvre de techniques statistiques sophistiquées. Aussi, prévoir l'avenir — ou plutôt les avenir possibles — c'est d'abord fixer les objectifs que le développement des différents systèmes économiques devrait s'efforcer d'atteindre. Le futur dépend aussi de nos choix, y inclus politiques, avec la part d'idéologie ou de philosophie que cette dépendance implique. Ce choix, cette décision n'est pas complètement *Wertfrei*. Elle manifeste aussi des valeurs, des objectifs politiques, eux-mêmes influencés par un contexte plus large (groupes d'intérêt en présence, institutions), et par l'histoire. Les contraintes majeures étant celles qui découlent des moyens financiers disponibles, de la démographie, des besoins de l'économie, de la demande sociale et des stratégies politiques.

C'est par cette volonté de combiner la rigueur des modèles théoriques et mathématiques avec la prise en compte, de la façon la plus exhaustive possible, de la complexité de toutes les données (qualitatives et quantitatives) que l'Ecole cliométrique strasbourgeoise reste fidèle à l'esprit des Annales et prolonge le mouvement initié en 1929 par Marc Bloch et Lucien Febvre.